



COVID-19

Le Congo reçoit ses premières doses de vaccin aujourd'hui



Au cours d'une conférence de presse animée le 8 mars à Brazzaville, le porte-parole, chargé des questions de santé du candidat Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle du 21 mars, le Pr Alexis Elira Dokekias, a relevé la nécessité de renforcer les mesures actuelles de lutte contre la pandémie de coronavirus et d'introduire la vaccination. « Nous allons recevoir ce mercredi 10 mars, par le vol Ethiopian, nos premières doses de vaccin. Sans me tromper, je peux vous dire qu'avant le vote des agents de la force publique nous commencerons à inoculer les premières doses de vaccin », a-t-il déclaré.

Page 6

FAMILLE

L'Unicef alerte sur les mariages précoces en temps de Covid-19

Dix millions de filles risquent d'être mariées durant leur enfance à cause de la pandémie de Covid-19, alors que 25 millions de mariages d'enfants ont été évités au cours de la dernière décennie. Selon une nouvelle analyse publiée le 8 mars par l'Unicef, pour réduire cette pratique, dix millions de mariages d'enfants supplémentaires

pourraient être conclus d'ici à la fin de la décennie. Cette situation est justifiée, selon l'analyse, par la fermeture des écoles, les contraintes économiques, la perturbation des services, les décès durant la grossesse et les décès parentaux imputables à la pandémie du coronavirus.

Page 9

FOOTBALL

La CAF annule la CAN U 17

La 14^e édition de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans (CAN U17), qui devait se jouer au Maroc du 13 au 31 mars, a été officiellement annulée

à cause de la pandémie de Covid-19, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF), à l'issue d'une réunion du comité d'urgence. Cette décision fait suite à la mesure récemment prise par les autorités marocaines de fermer l'espace aérien à une vingtaine de pays jusqu'au 21 mars inclus pour cause de Covid-19.

Page 16



Les Diables rouges du Congo doivent attendre pour jouer à nouveau la CAN U17/Adiac

AFRICA AGRI FORUM

La septième édition prévue au Cameroun



Africa Agri Forum au coeur du développement de l'agriculture/DR

Le rendez-vous des experts du secteur agricole et agro-industriel d'Afrique centrale et du Maroc se tiendra du 5 au 6 avril prochain à Yaoundé, au Cameroun, sur le thème : « L'Afrique centrale face aux grands défis agricoles ». Il permettra aux

acteurs dudit secteur de mieux cerner les modèles de développement agricole, d'échanger sur une agriculture durable et résiliente. Ces retrouvailles sont initiées par i-conférences en partenariat avec OCP Africa et l'Union africaine. Elles vont

se dérouler en présentiel et en virtuel.

Page 5

Éditorial

Calme !

Page 2

ÉDITORIAL

Calme !

Alles et ceux qui tout au long des derniers mois ont prêché, si l'on peut dire, le déplacement de l'élection présidentielle pour des raisons diverses, l'actualité est là pour démontrer que le calendrier fixé par la Constitution sera bien respecté et que les électeurs pourront donc déposer comme prévu leur bulletin dans l'urne le 21 mars. Preuve, s'il en fallait une, que notre pays ne se laisse pas influencer de façon négative par les problèmes de toutes sortes auxquels il fait face présentement comme beaucoup d'autres nations de par le vaste monde et qu'il ne bouverse pas sous ce prétexte sa gouvernance publique.

Rien, certes, n'est encore joué sur la scène électorale congolaise, mais le début de la campagne pour le premier tour du scrutin auquel nous assistons depuis la fin de la semaine dernière montre de façon claire que l'Etat, les administrations, les élus nationaux et locaux, les citoyennes et les citoyens misent plus que jamais sur la paix civile. Et que, de ce fait, ils ne remettent pas en question comme certains le prétendaient il n'y a pas si longtemps les procédures qui doivent permettre la tenue du scrutin à la date et dans la forme prévues.

Un tel constat est d'autant plus important que personne, aujourd'hui, ne peut dire ce qu'il se passera dans les semaines et les mois à venir, chez nous comme ailleurs, en raison des problèmes planétaires que suscite la pandémie du coronavirus. Une incertitude qui confirme, au lieu de la remettre en question, la nécessité de respecter strictement les lois sur lesquelles est fondée notre démocratie comme toutes les autres à travers le monde. Et, par conséquent, de faire en sorte que le premier tour de l'élection présidentielle confirme notre attachement à la gouvernance publique adoptée ou plutôt confirmée lors du référendum du 25 octobre 2015.

Précisons, pour conclure provisoirement sur le sujet, que nombreux sont les observateurs, congolais et étrangers, qui regardent avec la plus grande attention comment se prépare le scrutin, comment se déroule la campagne électorale sur le terrain, comment l'Etat mobilise ses moyens pour que le 21 mars confirme son attachement à la démocratie, comment les partis et formations politiques s'activent de leur côté pour tirer le meilleur parti de cette élection, comment les citoyens eux-mêmes s'y préparent individuellement et collectivement.

Les Dépêches de Brazzaville

PRÉSIDENTIELLE 2021

La direction de campagne de Denis Sassou N'Guesso mise sur les femmes à Talangai II

Le directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans les quartiers 604 et 605, Jean-Claude Ibovi, a organisé le 8 mars à Brazzaville une rencontre avec les femmes de la deuxième circonscription électorale de Talangai.



« Nous avons voulu nous appuyer sur les mamans parce qu'elles savent parler à leurs enfants et à leurs maris », a expliqué Jean-Claude Ibovi. Selon lui, le candidat Denis Sassou N'Guesso a décidé de poursuivre son projet de société « La marche vers le développement » qu'il n'a pas achevé à cause de la baisse drastique des cours du baril de pétrole et de la pandémie de Covid-19. Les habitants

des quartiers 604 et 605 Talangai ont, a-t-il indiqué, pris l'engagement de poursuivre la marche vers le développement avec Denis Sassou N'Guesso. « Nous avons rencontré ces femmes pour qu'elles puissent transmettre ce message à leurs proches afin que la victoire de notre candidat soit incontestable d'autant plus que la mission qui nous incombe aujourd'hui est de faire le plein de

Jean-Claude Ibovi lançant la campagne Adiac voix à Brazzaville qui représente plus de la moitié de l'électorat national », a poursuivi le directeur local de campagne du président candidat à Talangai II. Les jeunes, les femmes, les élus du sixième arrondissement de Brazzaville et le responsable de la majorité présidentielle ont appelé à voter pour Denis Sassou N'Guesso. « Evitons le vagabondage politique ; l'escroquerie morale et politique pour pouvoir gérer les campagnes de plusieurs candidats à la fois. Soyons vigilants et sévères envers nous-mêmes », a invité Daniel Nguebila, le responsable de la majorité présidentielle à Talangai.

Parfait Wilfried Douniama

« Evitons le vagabondage politique ; l'escroquerie morale et politique pour pouvoir gérer les campagnes de plusieurs candidats à la fois. Soyons vigilants et sévères envers nous-mêmes »

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTIELLE 2021

Ferréol Gassackys échange avec les femmes de Poto-Poto 3

Le directeur local de campagne de Denis Sassou N'Guesso à Poto-Poto dans le troisième arrondissement de Brazzaville, Ferréol Gassackys, a édifié les femmes sur le choix du candidat de la majorité présidentielle à l'échéance électorale du 21 mars prochain.

« Nous nous retrouvons toujours ici à l'occasion de la journée du 8 mars pour faire le bilan. Nous demandons à la femme de nous livrer ses impressions. Aujourd'hui, nous sommes sur fond de campagne. D'où, nous leur avons expliqué pourquoi le choix doit être porté sur Denis Sassou N'Guesso. On parle aujourd'hui de parité, c'est quelque chose qui est très chère à notre candidat. Voilà pourquoi nous leur avons fait comprendre qu'il est important et bénéfique de voter pour lui », a déclaré Ferréol Gassackys.

Il a rappelé aux femmes qu'elles doivent exhorter les hommes à s'approprier l'évidence de la parité avant de les inviter à répondre présentes et à voter le candidat Denis Sassou N'Guesso le 21 mars prochain.



La direction locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Poto-Poto (crédit photo/Adiac)

« Le PCT est né à Poto-Poto, c'est donc un quartier d'avant-garde. Pour cette année 2021 nous voulons faire mieux qu'en 2016 où nous avons réalisé 70%. Il nous faut pour le scrutin du 21 mars 2021 obtenir plus de 90%. D'où, nous appelons les populations à démontrer que Poto-Poto est entièrement acquis à Denis Sassou N'Guesso »

« Le PCT est né à Poto-Poto, c'est donc un quartier d'avant-garde. Pour cette année 2021 nous voulons faire mieux qu'en 2016 où nous avons réalisé 70%. Il nous faut pour le scrutin du 21 mars 2021 obtenir plus de 90%. D'où, nous appelons les populations à démontrer que Poto-Poto est entièrement acquis à Denis Sassou N'Guesso », a indiqué Ferréol Gassackys. De son côté, le directeur local de campagne adjoint, Jean-Claude Ollingo, a sensibilisé les mamans à l'incivisme constaté depuis le début de la campagne électorale. « Aller porter l'information à vos enfants, dans vos maisons, dans les quartiers. Qu'ils ne le fassent pas, car celui qu'on va attraper sera condamné et fera la prison », a-t-il prévenu.

Bruno Okokana

La directrice de campagne de Denis Sassou N'Guesso à Talangai 1 appelle au vote massif

La directrice de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la première circonscription de Talangai I, Blandine Nianga, a expliqué le 5 mars lors d'un meeting au quartier Mpila à Brazzaville les enjeux de l'élection présidentielle du 21 mars prochain.



Blandine Nianga expliquant les enjeux de la présidentielle 2021/Adiac

Accompagnée d'une foule immense, du rond-point Saint-Tropez en passant par les avenues du port et Ngotala au quartier Dragage jusqu'au rond-point Ebina, la directrice de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la première circonscription de Talangai, Blandine Nianga, a demandé aux futurs électeurs de s'impliquer dans le processus électoral et d'appréhender les enjeux du scrutin présidentiel du 21 mars.

Elle a déclaré par ailleurs que: « rien n'a été cassé ou volé lors du carnaval que nous avons organisé. Ni affiche, ni ban-

derole, ni tee-shirt n'ont été déchirés et observons cela jusqu'à la fin de la campagne. L'éléphant est le logo de notre candidat ».

De son côté, Joseph Mambouli, l'un des anciens compagnons du candidat Denis Sassou N'Guesso au collège de Mbounda, à Dolisie, dans le Niari, a invité les futurs électeurs à être les premiers dans les bureaux de vote: « Soyons matinal pour aller dans les bureaux de vote le 21 mars. Votons tous le candidat de la majorité présidentielle dès le premier tour ».

Fortuné Ibara

Jean de Dieu Kourissa sollicite le vote des femmes

Le directeur de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Poto Poto I, Jean de Dieu Kourissa, a mobilisé le 8 mars dernier l'électorat féminin en vue de la réélection au premier tour du président sortant, à la présidentielle de mars 2021.

La sollicitation de Jean de Dieu s'inspire de la symbolique de cette journée qui prône la lutte pour le suffrage des femmes et marque l'idée d'un grand rassemblement international et annuel des femmes autour des revendications d'égalité de sexe et de genre. « Nous avons choisi la journée du 08 mars parce qu'elle représente une journée de lutte et de libération de la femme, sachant que la victoire du candidat Denis Sassou Nguesso dépend aussi de ses femmes, nous avons saisi cette opportunité pour les inviter à voter massivement pour lui », a déclaré Jean De Dieu Kourissa.

Le droit de vote des femmes au Congo a été revendiqué depuis 1956, mais il a fallu attendre la révolution des 13, 14 et 15 août 1963 pour booster ce droit ; la création de l'union révolutionnaire des femmes du Congo(URFC) pour le renforcer et enfin la création le 31 décembre 1969 du Parti Congolais du Travail (PCT) pour le rendre effectif. « Aujourd'hui, grâce au président Denis Sassou Nguesso le droit de vote des femmes est de plus en plus effectif », souligne le directeur de la campagne local de Poto-Poto I.

La participation des femmes dans la vie politique se traduit souvent par un

renouveau de la société. Cependant, il reste encore beaucoup d'obstacles à surmonter pour que les femmes puissent prendre parti dans la gestion politique et publique de façon importante « Le combat pour l'accès des femmes à la vie publique est une réalité palpable et le président Denis Sassou N'Guesso est l'apôtre de l'émancipation de la femme congolaise, quoi de plus normal que de voter pour lui, qui fait du principe de la parité homme-femme un engagement politique majeur »

Dans le même sillage, Corinne Andzembou, chargé de la communication de la délégation nationale des campagnes, a de son côté souligné le mérite des femmes en cette journée et appelé à faire valoir leurs droits au scrutin du 21 mars prochain « j'exhorte toutes les femmes à se ranger, ensemble avec leurs familles au côté du candidat Denis Sassou N'Guesso le 21 mars prochain, afin qu'il soit élu dès le 1er tour ».

« Le président Denis Sassou N'Guesso est l'apôtre de l'unité nationale et la paix nationales dans notre pays. Chaque maman qui aspire à un avenir meilleur pour ses enfants devrait voter le 21 pour Denis Sassou N'Guesso », a conclu Jean De Dieu Kourissa.

Durly Emilia Gankama

PRÉSIDENTIELLE 2021

La direction locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Madibou se mobilise

C'est par le dépôt des gerbes de fleurs sur les tombes des personnalités originaires de Madibou, dans le huitième arrondissement de Brazzaville, que la directrice locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso, Angélique Bantsimba, a lancé la campagne.



La population accompagnant Angélique Bantsimba à la tombe de Youlou (crédit photo/DR) Angélique Bantsimba a pensé baliser le chemin en s'inclinant tour à tour devant les tombes des illustres disparus de Mafouta. Elle a débuté par la sépulture du premier président du Congo, l'abbé Fulbert Youlou. Ensuite, elle est allée s'incliner sur la tombe de Gérard Bitsindou, membre du Parti congolais du travail. Elle a fini sa descente par la visite de la tombe de Sébastien Mafouta, chef de canton du quartier éponyme. Sur le sens du dépôt des gerbes de fleurs sur les tombes de ces personnalités décédées, Angélique Bantsimba a dit : « Nous sommes venus devant ces illustres qui nous ont quittés demander la paix pour débiter notre campagne »

Pour la directrice locale de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso à Madidou, sans la paix, on ne peut rien entreprendre. « S'il n'y a pas la paix on ne peut rien faire. Parce que notre souhait c'est d'accompagner la population de l'arrondissement 8 Madibou dans les bureaux de vote pour pouvoir voter notre champion Denis Sassou N'Guesso dans la paix », a-t-elle déclaré.

Angélique Bantsimba a demandé à la population de sa circonscription d'aller voter massivement le candidat Denis Sassou N'Guesso, le 21 mars, pour une victoire dès le premier tour.

Bruno Okokana

Les femmes de Talangai 3 se rangent derrière Denis Sassou N'Guesso

Lors d'une rencontre citoyenne organisée le 8 mars à l'occasion de la Journée internationale de la femme, les femmes de la 3e circonscription électorale de Talangai 3 se sont engagées à accorder leurs suffrages au candidat de la majorité présidentielle, Denis Sassou N'Guesso, le 21 mars prochain.



Les femmes des quartiers 603 et 606 Texaco/Photo Adiac

La rencontre citoyenne a été initiée par le directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans cette circonscription, Pierre Obambi. Tenue sur le thème « L'apport de la femme de Talangai 3 dans le processus électoral », elle a regroupé les femmes venues des quartiers 603 et 606 (Texaco).

Dans son adresse, Pierre Obambi a reconnu le rôle que jouent les femmes dans la société, particulièrement dans le processus électoral. Il a ainsi sollicité leur implication massive en se mobilisant le 21 mars prochain pour voter en faveur du candidat de la majorité présidentielle. « En ma qualité de directeur de campagne, je partage avec vous une confiance, "Denis Sassou N'Guesso est un don de la providence. Nous avons encore beaucoup à attendre de lui pour éviter les errements d'une destinée mal inspirée". Je vous invite donc à voter massivement pour lui le 21 mars 2021. Il est l'ami de la femme et de la jeunesse », a estimé Pierre Obambi.

Il a, en outre, fait savoir que Denis Sassou N'Guesso milite depuis qu'il est aux affaires pour la promotion et l'épanouissement de la femme.

Rappelons que Pierre Obambi est le député de la 3e circonscription électorale de Talangai. Il est en même temps premier secrétaire de l'Assemblée nationale.

Firmin Oyé

L'OFC met en garde contre les vendeurs de rêves

Au terme d'une marche d'environ huit kilomètres partie du boulevard des armées le 8 mars, l'Organisation des femmes du Congo (OFC) avec à sa tête la cheffe de la division des relations avec l'électorat féminin, Inès Nefer Ingani, a invité les femmes à porter leur choix sur le candidat Denis Sassou N'Guesso.



Les femmes de l'OFC manifestant leur enthousiasme

Profitant de la journée symbolique du 8 mars consacrée à la femme, Inès Nefer Ingani a mis la gent féminine en garde contre les vendeurs de rêves. « Aujourd'hui, les femmes doivent faire attention aux vendeurs de rêves. Il ne faut pas qu'elles se trompent. Au contraire, elles doivent être unies derrière moi afin de faire gagner le candidat De-

nis Sassou N'Guesso », a-t-elle déclaré.

Et de poursuivre : « Denis Sassou N'Guesso est le candidat qui a su valoriser la femme et on n'a pas besoin de vous réciter les bienfaits de ce dernier, notamment les politiques de gratuité en santé publique, des manuels scolaires, la loi sur la parité, le conseil consultatif etc. Il a fait

de la femme ce qu'elle est aujourd'hui. Le candidat Denis Sassou N'Guesso peut donc compter sur les femmes pour sa victoire du 21 mars ».

Rappelons que la marche a regroupé tous les partis de la majorité présidentielle au nombre desquels figurent le MCDDI, la DRD, le RC, le PULP.

Jean Jacques Koubemba

La gent féminine de Ouenzé II appelée à voter pour Denis Sassou N'Guesso

Le directeur local de campagne du candidat Denis Sassou N'Guesso dans la deuxième circonscription électorale de Ouenzé, Daniel Illoye Gouya, a invité les femmes des quartiers 52, 53 et 55 à donner le meilleur d'elles-mêmes pour lui garantir la victoire dès le 1er tour.



Daniel Illoye s'adressant aux femmes de Ouenzé II/Adiac

« Je vous convie à donner le meilleur de vous-mêmes, pour qu'ensemble, nous nous mettions dès à présent au travail, afin que durant ces deux semaines de campagne électorale, nous puissions mettre à contribution toutes les parcelles des quartiers 52, 53 et 55 dans le seul but de garantir, dès le 1er tour, une écrasante victoire à notre champion », a exhorté Daniel Illoye. Selon le président du conseil du

comité du Parti congolais du travail Ouenzé, les femmes des partis de la majorité présidentielle sont les porte-paroles de la direction locale de campagne auprès de leurs enfants, maris et surtout au sein de leurs familles respectives. Ceci durant toute la période de campagne électorale.

Le lancement de la campagne électorale à Ouenzé II a coïncidé avec les festivités marquant la célébration de la Journée inter-

nationale de la femme. Une occasion pour le directeur local de remettre des kits de campagne du candidat président aux femmes de ces trois quartiers.

Selon Daniel Illoye, le 8 mars est commémoré cette année en République du Congo dans un contexte marqué par la tenue les 17 et 21 mars prochains du premier tour de l'élection présidentielle et de la crise financière couplée à la pandémie de Covid-19.

Parfait Wilfried Douniama

MARCHÉ DU TRAVAIL

Plaidoyer pour une concertation entre les professionnels et les écoles

Le récent Rapport national sur le développement humain (RNDH-2020) fustige l'inadéquation entre la formation et l'emploi en République du Congo. Les auteurs de l'enquête ont plaidé, à cet effet, en faveur d'une concertation entre les acteurs du monde du travail et les institutions de formation.



Les officiels à la présentation du RNDH-2020/Adiac

Elaboré par les experts du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le rapport a évalué les investissements publics en matière de formation des jeunes, de valorisation du capital humain, de réforme du marché du travail, de protection sociale, de santé et de genre. Les experts se sont surtout intéressés aux contradictions entre la formation au Congo et les possibilités d'emploi, ainsi qu'au budget jugé dérisoire attribué à l'éducation nationale.

Le rapport évoque le rôle prépondérant des institutions du travail dans la régulation et la transparence du marché du travail au niveau local. C'est la même réalité pour le rôle joué par le capital social dans les schémas d'entrée sur le marché du travail, qui traduit l'efficacité des institutions du marché et de l'imperfection croissante de

ce marché.

D'où la nécessité de réviser la législation nationale en matière du travail. « Une réforme adaptée des institutions du marché du travail devrait porter sur une révision du code du travail aux fins de l'adapter aux mutations socioéconomiques et une réelle intermédiation par les institutions du travail aux fins de rapprocher au maximum les offres et les demandes d'emploi », insistent les experts.

Quant à l'étrécissement du marché en termes d'offres d'emploi, le problème du chômage de masse et de longue durée au Congo n'en est pas la seule cause. À en croire les enquêteurs, il est aussi lié à des facteurs de déséquilibre du marché du travail relevant de l'inadaptation des compétences acquises par les sortants du système éducatif avec les besoins du marché du

travail du moment. Ce qui implique pour le gouvernement congolais de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'adaptation des programmes d'étude et de formation aux besoins de l'économie.

Le rapport suggère, enfin, la concertation entre les professionnels et les établissements de formation en vue non seulement d'impliquer les acteurs du travail dans l'élaboration des programmes, mais aussi de mieux planifier les offres de formation dans le cadre d'une approche programmatique axée sur les mutations sociales et économiques et l'introduction dès le lycée des cours d'initiation à l'entrepreneuriat, afin de préparer les jeunes au développement d'un auto-emploi fondé sur un entrepreneuriat d'opportunités et « non de nécessité ».

Fiacre Kombo

AFRICA AGRI FORUM

La septième édition aura lieu en avril

Initié par i-conférences en partenariat avec OCP Africa et l'Union africaine, le rendez-vous des experts du secteur agricole et agro-industriel d'Afrique centrale et du Maroc se tiendra du 5 au 6 avril prochain à Yaoundé, au Cameroun.



Selon les organisateurs, la rencontre qui se tiendra sur le thème « L'Afrique centrale face aux grands défis agricoles » permettra aux acteurs dudit secteur de mieux cerner les modèles de développement agricole, d'échanger sur une agriculture durable et résiliente, sur les différentes chaînes de valeur agricole, sur le développement des filières agricoles, sur l'innovation et les technologies. Aussi, d'analyser l'impact de la Covid-19 sur le secteur agricole et agro-alimentaire.

L'édition 2021 qui se déroulera en mode hybride : en présentiel et en virtuel permettra à tous les acteurs africains d'y participer. Il apportera ainsi une organisation innovante et sécurisée pour permettre aux acteurs du secteur agricole de se réunir malgré le contexte sanitaire actuel marqué par la pandémie à coronavirus (Covid-19).

Pendant deux jours, les participants pourront discuter et interagir sur différents sujets pertinents en vue de définir des axes stratégiques pour la transformation et le développement de l'agriculture en Afrique. Cette année, Africa Agri Forum place le Maroc à l'honneur dans le cadre de cet événement dédié au développement de l'agriculture. Objectif : renforcer la coopération entre les acteurs agricoles d'Afrique centrale et du Maroc.

Africa Agri Forum est une plateforme d'échanges et de débats entre plus de 400 professionnels et décideurs autour de défis de la transformation de l'agriculture africaine. Il œuvre ainsi pour un secteur agricole solide et durable.

Gloria Imelda Lossele

INDUSTRIE

Forte baisse des activités de la filière bois au Congo

La production dans les industries du bois est caractérisée par une détérioration de -20,8% au deuxième trimestre 2020. Tandis que la production du papier, carton et édition, imprimerie a chuté de 74,8%, selon les indices de la production industrielle.

L'enquête de l'Institut national de la statistique (INS) indique un recul des activités de production industrielle en République du Congo durant l'année 2020 lié par la crise sanitaire de Covid-19. Globalement, la diminution de 1,2% de la production est due, d'après l'INS, à une contreperformance de l'activité dans les industries extractives (-1,7%), du papier et du carton (-85,8%), dans les industries métalliques (-31,8%) et celles du bois (-20,8%), ainsi que les industries manufacturières en total arrêt (-100%).

« La production des industries du papier, carton et édition, imprimerie, a chuté de 85,8% au deuxième trimestre 2020, en référence au premier trimestre 2020. Ce résultat découle principalement d'une détérioration de l'activité d'imprimerie et reproduction d'en-



Des grumes sur un site à Souanké, Sangha-Adiac

registrements (-86,4%). En variation annuelle, la production des industries du papier, carton et édition, imprimerie a baissé de 74,8% », précisent les enquêteurs.

Toutefois, une croissance remarquable est enregistrée au niveau de l'activité des industries pétrolières et chimiques, du travail de caoutchouc et du plastique (+38,7%), agroali-

mentaire et tabac (+21,6%).

C'est aussi le cas des industries de la céramique et des matériaux de construction (+5,5%) en comparaison au premier trimestre 2020, y compris la production des industries environnementales (+19,9%). Les auteurs de l'enquête soulignent, enfin, que la progression observée dans les industries environnementales ne s'est pas ressentie dans les industries du bois. « L'échantillon que nous avons utilisé dans cette étude est tiré de la liste des entreprises constituée à partir de la cartographie du recensement général des entreprises du Congo réalisée par l'INS en 2019 et des Déclarations Statistiques et Fiscales. Les indices sont de type Laspeyres, à pondérations par le chiffre d'affaires des entreprises et les valeurs ajoutées à l'année de base, respectivement pour la compilation des produits aux classes et des classes au niveau global », martèle l'enquête.

F.K.

COVID-19

Le Congo attend ses premières doses de vaccin aujourd'hui

Le porte-parole, chargé des questions de santé du candidat Denis Sassou N'Guesso à l'élection présidentielle du 21 mars, le Pr Alexis Elira Dokekias, a souligné le 8 mars à Brazzaville, au cours d'une conférence de presse, la nécessité de renforcer les mesures actuelles de lutte contre la pandémie de coronavirus et d'introduire la vaccination.

« ...Nous allons recevoir le mercredi 10 mars, par vol Ethio-pian, nos premières doses de vaccin. Sans me tromper, je peux vous dire qu'avant le vote des agents de la force publique nous allons commencer à inoculer les premières doses de vaccin. Ceci se fera conformément au plan national de vaccination qui a été élaboré et adopté, solidifié avec l'appui des partenaires », a annoncé Alexis Elira Dokekias, précisant que les techniciens étaient déjà à pied d'œuvre pour la réussite de cette opération de vaccination. Le président de la commission prise en charge de Covid-19 a également insisté sur l'obligation d'observer et de poursuivre les mesures de prévention pendant et après la campagne électorale. « La pandémie de Covid-19 ne va pas nous quitter avant décembre 2021 », a prévenu le Pr Alexis Elira Dokekias.

Parfait Wilfried Douniama

ODD

Pour des systèmes alimentaires inclusifs et durables

Le secrétaire général de l'ONU va convoquer le sommet sur les systèmes alimentaires pour lancer de nouvelles mesures audacieuses et progresser dans la réalisation de chacun des 17 Objectifs de développement durable(ODD).

Bien avant l'émergence du coronavirus, déjà, le monde n'était pas dans la bonne trajectoire pour atteindre la plupart des ODD d'ici 2030, parmi lesquels l'élimination de la faim. Et comme la propagation de la Covid-19, le nombre de personnes souffrant de faim a augmenté de façon vertigineuse, après trois décennies de progrès - et dans certaines régions plus que dans d'autres. Les systèmes actuels de marché alimentaire et agricole et la dynamique du pouvoir n'ont pas fonctionné pour tous les pays et toutes les communautés, en particulier les plus marginalisés et les plus vulnérables. Au cours de l'année 2020, le monde a organisé des repas participatifs pour les familles affamées et vulnérables, et décerné le prix Nobel de la paix au Programme alimentaire mondial (PAM). Ces points positifs doivent être retenus comme des leçons pour transformer les systèmes alimentaires en une année « décisive », et le sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires devrait en tirer pleinement parti.

Pour le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, « il est inacceptable que la faim augmente alors que le monde gaspille plus d'un milliard de tonnes de nourriture

chaque année. Il est temps de changer nos modes de production et de consommation, y compris pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. La transformation des systèmes alimentaires est essentielle à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. En tant que grande famille humaine, nous devons absolument créer un monde délivré de

« il est inacceptable que la faim augmente alors que le monde gaspille plus d'un milliard de tonnes de nourriture chaque année. Il est temps de changer nos modes de production et de consommation, y compris pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. La transformation des systèmes alimentaires est essentielle à la réalisation de tous les objectifs de développement durable. En tant que grande famille humaine, nous devons absolument créer un monde délivré de la faim »

la faim ». Une première étape décisive a eu lieu en ligne en 2020, lors de la conversation de 24 heures, au cours de laquelle les petits agriculteurs, les peuples autochtones et les étudiants se sont engagés sur la même plateforme que les dirigeants mondiaux, les

décideurs et les chercheurs pour partager des idées sur ce qui fonctionne dans leurs systèmes alimentaires et ce qui doit être amélioré. Ce fut un grand moment de « démocratisation de la discussion sur les systèmes alimentaires ». Il s'agit de toutes les personnes qui ont les connaissances, les idées et la compréhension nécessaire pour aider à améliorer le système dans son ensemble

L'environnement et augmenteront l'équité ». Ils appellent à orienter les systèmes alimentaires de nouvelles manières, en instaurant une étroite collaboration entre les gouvernements et les secteurs privés, et lutter plus efficacement pour la réduction du gaspillage alimentaire, considéré comme un meilleur moteur d'engagement pour favoriser le progrès. Pour le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, Michael Fakhri, l'avenir de l'alimentation doit inclure un engagement en faveur des droits de l'homme. Mais réaliser une action avec le bon niveau d'ambition et avec une échelle suffisante nécessitera des investissements, des coûts partagés des compromis et une réduction du gaspillage sous toutes ses formes. Le Groupe scientifique du Sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires a tenu sa première réunion. Les résultats des travaux du groupe scientifique des Nations unies sur les systèmes alimentaires récents, composé d'éminents experts de divers domaines, dont les sciences naturelles, l'agronomie, l'écologie, les ressources naturelles, la nutrition et les sciences sociales, serviront de base pour déterminer les sujets qui seront abordés au cours du sommet.

Noël Ndong

Près de 4 millions de cas confirmés en Afrique

Le nombre de cas confirmés de Covid-19 en Afrique a atteint 3.958.121 dimanche soir, a déclaré le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique).

Les pays africains sont confrontés à plusieurs défis, car ils ont cruellement besoin de vaccins, a alerté dimanche le directeur du CDC Afrique, John Nkengasong.

En même temps, « notre peuple a commencé à faire face à ce que l'on appelle la fatigue pandémique. Nous faisons cela depuis un an et les gens commencent à être fatigués », a-t-il ajouté.

Il a également souligné la nécessité de respecter strictement les mesures de précaution en matière de santé publique. Le nombre de décès ayant résulté de la pan-

démie s'élève à 105.561, tandis que 3.536.160 patients à travers le continent se sont rétablis de la maladie, selon CDC Afrique.

Les pays africains les plus touchés en termes de nombre de cas positifs confirmés sont l'Afrique du Sud, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte et l'Éthiopie, a indiqué l'agence. L'Afrique du Sud a perdu 50.647 vies à cause de la maladie, soit le plus lourd bilan parmi les pays africains, suivie par l'Égypte (10.954) et le Maroc (8.676), d'après les chiffres du CDC Afrique.

Le Togo réceptionne ses premiers vaccins AstraZeneca de l'initiative Covax

Le Togo a réceptionné sa première cargaison de vaccins AstraZeneca de l'initiative Covax pilotée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dimanche soir à l'aéroport international Gnassingbé-Eyadéma de Lomé.

Ce sont 156.000 doses de vaccins, 157.500 seringues et 1.575 boîtes de sécurité avec lesquels le Togo entamera dès jeudi, dans la capitale Lomé et ses environs, la vaccination du personnel soignant, les personnes de plus de 50 ans et les moins de 50 ans présentant des facteurs de comorbidité. « C'est un moment historique que nous vivons aujourd'hui. Je tiens à saluer les efforts déployés par le gouvernement togolais pour faire partie des tout premiers pays au monde, à recevoir les premiers lots de vaccins Covax, afin de protéger les populations les plus à risque du Covid-19 », a com-

menté la représentante résidente de l'Unicef au Togo, le docteur Aissata Ba Sidibe, en saluant la réception des vaccins par le Togo. En réceptionnant la cargaison de vaccins, le ministre de la Santé du Togo, Mustafa Mijiyawa, a assuré qu'il s'agissait de vaccins « homologués », ajoutant que leur convoyage se ferait au plus vite dans toutes les régions du pays. La « vaccination se mettra en œuvre » jeudi et vendredi, alors que les journées de mardi et mercredi seront consacrées au débriefing, a-t-il expliqué.

D'autres doses de vaccins seraient attendues ces prochaines semaines, dans un contexte où la propagation du nouveau coronavirus s'accroît dans le Grand Lomé, la capitale et ses environs. A ce jour, le Togo a enregistré au total 7.570 cas confirmés du nouveau coronavirus, dont 6.306 cas guéris, 1.172 cas actifs et 92 décès, depuis la détection du premier cas dans le pays le 6 mars 2020.

Le vaccin développé en Chine est sûr et efficace, selon un responsable ouzbek

Le ministre ouzbek du Développement innovant, Ibrokhim Abdurakhmonov, a déclaré que le vaccin protéique recombinant contre le Covid-19 développé par la Chine était sûr et efficace.

Dans une récente interview avec Xinhua, M. Abdurakhmonov a noté qu'un essai clinique de phase III du vaccin en cours dans son pays avait donné des résultats positifs, sans qu'aucun effet indésirable grave n'ait été observé jusqu'à présent.

L'essai a été lancé en Ouzbékistan en décembre et a été entrepris par le Centre des technologies avancées du ministère du Développement innovant et l'Institut de microbiologie d'Ouzbékistan. L'Ouzbékistan a conclu un accord avec ses partenaires chinois pour commander le vaccin en vue d'une vaccination de masse, a déclaré M. Abdurakhmonov à Xinhua. « Après la livraison de ces vaccins, vraisemblablement à la mi-mars, nous avons l'intention de commencer la vaccination de masse », a noté le ministre. L'Ouzbékistan a annoncé la semaine dernière avoir certifié le vaccin, qui sera commercialisé dans ce pays d'Asie centrale sous le nom de ZF-UZ-VAC2001.

M. Abdurakhmonov a déclaré que les scientifiques et spécialistes ouzbeks avaient travaillé aux côtés de leurs collègues chinois dans la lutte contre le coronavirus, renforçant ainsi la coopération en matière de recherche entre l'Ouzbékistan et la Chine. Le vaccin a été développé conjointement par l'Institut de Microbiologie de l'Académie des Sciences de Chine et Anhui Zhifei Longcom Biopharmaceutical Co, Ltd.

Xinhua

FORUM RÉGIONAL AFRICAIN SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

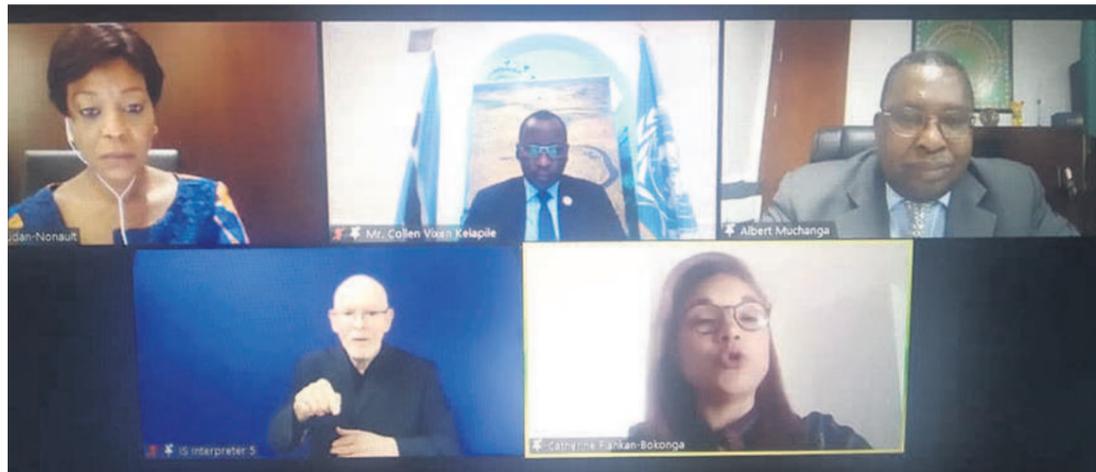
La République du Congo portée à la présidence pour une année

Après quatre jours de sessions virtuelles, les travaux de la septième session du Forum régional africain pour le développement durable (FRADD) ont été clos au Centre international de conférence de Kintélé.

Placée sous le parrainage du président de la République du Congo, Denis Sassou N'Guesso, la septième session du FRADD s'est tenue sur le thème « Mieux construire l'avenir : vers une Afrique résiliente et verte pour la réalisation du programme 2030 et de l'agenda 2063 ».

Clôturant les travaux, la présidente entrante du bureau de la septième session du FRADD, la ministre du Tourisme et de l'Environnement du Congo, Arlette Soudan-Nonault, a reconnu les efforts fournis. « Nous avons été en mesure de couvrir un large éventail de questions allant de l'action transformatrice de l'investissement pour mieux construire l'avenir; aux bienfaits de la science, de la technologie et de l'innovation en passant par les besoins en données et en statistiques afin de réaliser la décennie d'action en Afrique », a-t-elle indiqué.

Arlette Soudan-Nonault a rappelé que le Congo a été le premier pays à instaurer une journée de l'arbre, cela bien avant la prise de conscience par la communauté internationale de la nécessité vitale de préserver l'environnement. Depuis 1986, le 6 novembre de chaque année, les Congolais sont appelés à planter un arbre d'essence forestière ou fruitière et cela dans le but de préserver l'environnement, car l'arbre si cher à cette grande dame que fut Wangari Maathai procure des revenus, l'arbre pro-



Capture d'écran de la visioconférence DR

tège le cadre de vie, produit des médicaments, des aliments et bien d'autres biens et services. « C'est là le bien-fondé de la compensation carbone qui nous permet d'atténuer les effets de nos émissions de CO₂, et tout le sens de la création, à terme de milliers d'emplois verts pour lutter contre la déforestation », a-t-elle expliqué.

Le Congo sera le porte-parole de l'Afrique à la COP26

Quant au rôle que jouera dorénavant le Congo, celui d'assurer la présidence du bureau de la septième FRADD, le chef de l'État a promis de prendre toute la mesure de la charge qui incombe à son pays. Le président de la République, chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, dans son allocution d'ouverture lue par, le vice-Premier ministre, chargé

de la Fonction publique, de la réforme de l'État, du travail et de la sécurité sociale, Firmin Ayesa, l'a reconnu : « Le Congo ne ménagera aucun effort pour exprimer la voix de l'Afrique quant aux progrès réalisés par le continent en matière d'objectifs de développement durable au prochain forum politique de haut niveau pour le développement durable qui se tiendra à New-York au mois de juillet. »

L'objectif de cette septième session du FRADD qui se tient cette année dans des conditions inédites est de faire progresser la mise en œuvre intégrée du Programme 2030 et l'Agenda 2063 qui se renforcent mutuellement. C'est donc une plateforme multipartite pour le suivi et l'examen des progrès et des défis dans la réalisation de ces deux pro-

grammes, a-t-il poursuivi. « Et je puis doré et déjà vous rassurer que le Congo sera également le porte-parole de l'Afrique à la vingt-sixième conférence annuelle de l'Organisation des Nations unies sur le climat, la COP26, qui aura lieu à Glasgow en Ecosse au mois de novembre de cette année. »

Si le président sortant de la sixième session du Forum, le ministre de la Fonction publique, du travail et de la protection sociale du Zimbabwe, le Pr Paul Mavima, a dressé le bilan de ce qui a été fait durant sa mandature marquée par la pandémie de la Covid-19, la secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations unies et secrétaire exécutive de la commission économique pour l'Afrique, madame Vera Songwe, est revenu sur le motif réel de cette sep-

tième session. Ils se sont réunis à Brazzaville sous la bannière de « Mieux construire l'avenir » ; et cela exige de ne pas accepter un simple retour au statu quo, a-t-elle fait savoir.

« Nous devons redéfinir nos modèles de développement pour mieux rebondir. Il faut pour cela une relance verte de nos économies, axée sur une prise de conscience de la véritable valeur de notre capital naturel. Le fleuve Congo qui sépare deux capitales, mais qui unit les peuples riverains, nous permet de prendre conscience de l'immense richesse et du grand potentiel de notre environnement, mais aussi de sa fragilité. Le bassin du Congo et ses tourbières sont parmi les plus grands puits de carbones de notre planète, et représentent une chance pour l'Afrique et pour le monde », a souligné madame Vera Songwe.

Rappelons qu'en marge de cette septième session, une conférence de presse a été animée par les ministres présents ainsi que la secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations unies et secrétaire exécutive de la commission économique pour l'Afrique. Au cours de celle-ci, ils ont abordé la signature du mémorandum d'entente relatif à la création du Centre africain de recherche sur l'intelligence artificielle (CARIA) au sein de l'université Denis-Sassou-N'Guesso.

Bruno Okokana

CONTESTATION POPULAIRE

Macky Sall joue la carte de l'apaisement

Dans une adresse à la nation, le président sénégalais, Macky Sall, a lancé le 8 mars un appel « au calme et à la sérénité » après plusieurs jours de manifestations violentes qui ont fait au moins cinq morts, selon un bilan officiel et huit selon Amnesty International.

Dans sa première intervention à la télévision publique depuis l'arrestation de son principal opposant, Ousmane Sonko le mercredi 3 mars, Macky Sall a appelé au calme. « Tous ensemble, taisons nos rancœurs et évitons la logique de l'affrontement qui mène au pire. Cette synergie positive montre que dans des moments de doutes, d'inquiétudes et de turbulences, nos régulateurs sociaux fonctionnent », a-t-il déclaré.

Après avoir rencontré différents membres de la société civile et de la classe politique, le président sénégalais joue désormais la carte de l'apaisement face à la contestation inédite qui secoue le Sénégal.

Les partisans d'Ousmane Sonko avaient mis en garde le pouvoir sénégalais pendant le week-end. Si l'arrestation d'Ousmane Sonko a fait descendre dans la rue les partisans de l'opposant, elle porte à son comble une exaspération de nombreux Sénégalais, face à une dégradation des conditions de vie dans le pays.

Après les violences des derniers jours, un important dispositif policier a été déployé dans la capitale Dakar. Des blindés de l'armée surmontés de mitrailleuses sont désormais positionnés dans la ville, pour tenter de limiter les dégâts lors des manifestations.

Ousmane Sonko appelle à continuer la mobilisation

A peine remis en liberté par les autorités sénégalaises, une liberté sous contrôle judiciaire, Ousmane Sonko a tenu immédiatement une conférence de presse au cours de laquelle il a appelé à une mobilisation « beaucoup plus importante » mais pacifique. « La révolution est déjà lancée, rien ni personne ne peut l'arrêter. Aucune puissance interne ou externe ne peut plus l'arrêter. Le peuple a pris sa responsabilité et a compris les enjeux. Conduisons cette révolution à son terme, c'est à dire au plus tard 2024 », a indiqué l'opposant sénégalais au siège de son parti, le Pastef. Dans sa déclaration, l'opposant accuse Macky Sall

d'avoir « trahi le peuple sénégalais » de « persécuter les opposants » ou encore d'avoir « imposé le rapport de force ». « Beaucoup de crises politiques ont été traversées, jamais on en a vécu une comme celle-là. Et c'est d'autant plus grave que l'avènement de Macky Sall avait suscité un grand espoir de la part de tous les Sénégalais, avec une prière de promesse. Le peuple veut que sa démocratie progresse, c'est ça qu'on attend d'un chef d'Etat, pas de passer tout son temps à payer des milliards à des laboratoires qui commentent des coups fourrés contre des opposants », affirme Ousmane Sonko, avant de rendre hommage aux victimes des violences de ces derniers jours, et de jeter la responsabilité des événements en cours au chef de l'Etat. Ousmane Sonko a aussi formulé des exigences : la libération immédiate et sans conditions des « prisonniers politiques » ou encore l'ouverture d'une enquête indépendante sur les bavures lors des manifestations. Il demande également au chef de

l'Etat de déclarer publiquement et sans ambiguïté qu'il ne sera pas candidat à la prochaine présidentielle de 2024. « La mobilisation va continuer », dit-il « avec des manifestations pacifiques », avant d'ajouter que « la peur doit changer de camp ». A ce jour, cinq personnes ont officiellement perdu la vie lors des affrontements. Ils seraient au moins dix selon Ousmane Sonko, qui désigne le pouvoir sénégalais, comme unique responsable.

Une semaine sans écoles

En raison des activités scolaires déjà rendues difficiles par la pandémie de covid-19, et fortement perturbées par les violences qui secouent le pays de la Teranga, le ministère sénégalais de l'Education nationale a ordonné, le 7 mars, la fermeture de ses établissements scolaires pour les prochains jours. « Les cours, dans les écoles et établissements publics comme privés, d'enseignements général, technique et professionnel, ainsi que dans les différents cycles : préscolaire, élémentaire

et moyen secondaire sont suspendus du 8 au 13 mars 2021 sur l'étendue du territoire national », indique le document.

Les cours devraient reprendre dès le lundi 15 mars à 8 heures dans tout le pays.

Face à la situation, le gouvernement a adopté plusieurs mesures, dont la coupure d'Internet et la suspension de plusieurs chaînes de télévision. Accusé par la rue d'avoir orchestré la procédure en cours contre son ancien adversaire, le président Macky Sall n'a toujours pas fait de déclaration publique officielle sur la situation. Cette annonce intervient dans un contexte social tendu marqué par les violences qui ont émaillé les protestations contre l'arrestation de l'opposant Ousmane Sonko. Accusé de viols et de menaces de mort par une employée d'un salon de beauté qu'il fréquentait, l'ancien candidat à la présidentielle de 2019 a été interpellé par la police et mis en garde à vue pour « troubles à l'ordre public », alors qu'il se rendait au tribunal.

Josiane Mambou Loukoula

DÉCOUVREZ LE NOUVEAU NUMÉRO DE

jeune **afrique**

N° 3098 - MARS 2021



GRAND FORMAT

Congo, un scrutin... et après ?

ÉCONOMIE

À l'heure de la *green economy*

LE MATCH :

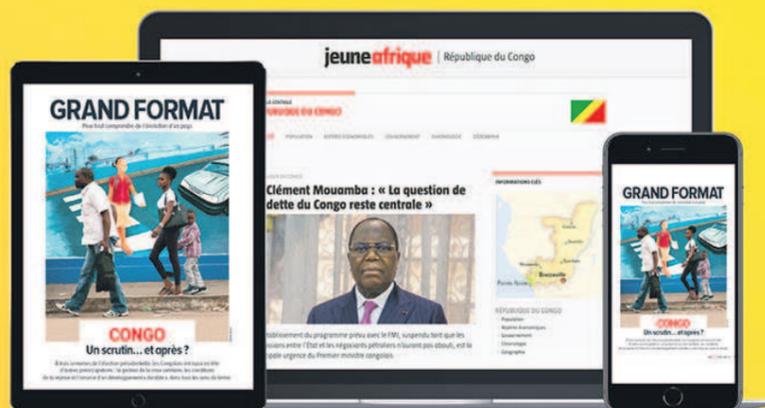
Kaïs Saïed vs Hichem Mechichi



DISPONIBLE DÈS MAINTENANT CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX !

Retrouvez également
toute l'actualité africaine
sur le site et les applications
de Jeune Afrique

www.jeuneafrique.com



EXPOSITION-PHOTO

Les droits des femmes défendus par différents acteurs

Dans le cadre de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme le 8 mars, à Brazzaville, quatre expositions-photos et une installation artistique ont été proposées au grand-public par différents acteurs résidant au Congo.

La première parade à découvrir était celle de l'Union européenne (UE), implantée sur le parvis de l'Institut français du Congo (Ifc), initiateur de l'événement dans le cadre du programme « Tosala ». Résultat du « Best of » du studio éphémère des années précédentes, la vitrine photographique met en exergue des femmes, jeunes comme adultes, appelant à l'égalité des droits et des chances pour tous les sexes.

En effet, à travers leurs slogans inscrits sur les photos comme « libre et ambitieuse », « quand une femme dit non, cela signifie non », « je ne suis pas une femme leader, je suis un leader » ... les participantes volontaires à cette initiative souhaitent remettre en cause toutes les mentalités dénigrant les femmes et emmener la société à s'approprier un monde dépourvu de discrimination basée sur le genre. A ce propos, différentes affiches et photos ont été également placardées dans la capitale congolaise.

Le hall de l'espace culturel, quant à lui, s'est vu meublé par trois expositions et une installation. Parmi celles-ci, on peut



Une vue du public assistant au vernissage des expositions Adiac

contempler l'exposition-photo format bande-dessinée de l'église évangélique du Congo sur les violences en milieu familial. « Ce projet est une grande bataille surtout qu'il est porté par une femme. Je déplore considérablement le fait que certaines personnes dans l'église considèrent encore la sexualité comme tabou alors qu'elle est source de nombreux malaises dans nos sociétés. Il faut en parler, sensibiliser et emmener les gens à changer de mentalités », a déclaré la res-

ponsable du programme au sein de l'église évangélique.

L'exposition photo et l'installation « Silence » de l'artiste camerounaise Ange Kayifa étaient également à découvrir et à scruter par le public, majoritairement composé de femmes. Inspiré de son vécu douloureux, ce travail est un cri d'éveil à l'endroit de toutes les victimes de violences sexuelles à sortir du silence, délier leurs langues et à dénoncer cette lâcheté. « Il est vrai qu'en cherchant de l'aide, on peut être buté à des personnes

qui minimisent la situation et considèrent la violence sexuelle ou corporelle comme normale. Mais, continuons à batailler jusqu'à nous faire entendre et nous faire respecter. Personnellement, j'ai refusé d'être perçue comme une victime, d'où mon combat continu pour cette cause », a déclaré l'artiste.

Encourager l'indépendance financière de la gent féminine

Dans le même contexte, le ministère en charge de la Promotion de

la femme et de l'Intégration de la femme au développement n'est pas resté en marge. Il a exposé des photos sur la prise en charge et la réinsertion des victimes de violences basées sur le genre dans les districts de Mpangala, dans le département du Pool. Un projet soutenu par le Fonds danois, le Fonds des Nations unies pour la population et le Programme alimentaire mondial.

Contrairement aux précédentes vitrines photographiques, celle-ci met essentiellement l'accent sur les violences économiques qui contraignent de nombreuses femmes à supporter les violences conjugales car dépendant financièrement de leurs partenaires. Ainsi positionnée comme un véritable modèle de résilience, l'exposition laisse à voir des réalisations de femmes qui sont passées de l'état de victimisation à celui de leader.

Notons que le public a salué ces différentes expositions et particulièrement le combat des femmes contre les violences qui leurs sont faites. Les œuvres sont à découvrir jusqu'en fin mars.

Merveille Atipo

MARIAGE PRÉCOCE

Dix millions d'enfants sous la menace

Dix millions de filles supplémentaires risquent d'être mariées durant leur enfance à cause de la Covid-19, alors que 25 millions de mariages d'enfants ont été évités au cours de la dernière décennie.

Dix millions de mariages d'enfants supplémentaires risquent d'être conclus d'ici à la fin de la décennie, menaçant d'anéantir des années de progrès pour réduire cette pratique, selon une nouvelle analyse publiée, le 8 mars par le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Un rapport, intitulé Covid-19 : une menace pour les progrès enregistrés contre le mariage des enfants, publié à l'occasion de la Journée internationale des femmes, prévient que les fermetures d'écoles, les contraintes économiques, la perturbation des services, les décès durant la grossesse et les décès parentaux imputables à la pandémie augmentent les risques de mariage pour les filles les plus vulnérables.

Même avant l'épidémie de Covid-19, 100 millions de filles étaient déjà exposées au risque d'être mariées pendant leur enfance durant la prochaine décennie, et ce, malgré un recul considérable de cette pratique dans plusieurs pays au cours des dernières années. Ces dix dernières années, la proportion de jeunes femmes mariées durant leur enfance dans le monde a baissé de 15%, passant de près d'une femme sur quatre à une femme sur cinq. Quelque 25 millions de mariages ont ainsi été évités, mais ces progrès sont aujourd'hui compromis. « La Covid-19 a aggravé une situation déjà difficile pour des millions de filles. La fermeture des écoles, l'absence des amis et des

réseaux de soutien et l'augmentation de la pauvreté ont ravivé un incendie que le monde avait déjà du mal à éteindre. Mais nous pouvons et nous devons mettre fin au mariage des enfants », a affirmé Henrietta Fore, la directrice générale de l'Unicef. Et d'ajouter : « La Journée internationale des femmes est le moment idéal pour nous rappeler ce que risquent ces filles si nous n'agissons pas tout de suite, à savoir la perte de leur éducation, de leur santé et de leur avenir ».

650 millions de femmes mariées durant leur enfance

Le mariage des enfants a des conséquences immédiates et permanentes sur les filles qui en sont victimes. Elles risquent davantage d'être victimes de violence familiale et sont moins susceptibles de rester scolarisées. Ainsi, il augmente les risques de grossesse précoce et non planifiée, et donc de complications et de mortalité chez la mère.

La Covid-19 affecte profondément la vie des filles. Les restrictions en matière de déplacements et l'éloignement social liés à la pandémie compliquent l'accès des filles aux soins de santé, aux services sociaux et au soutien de la communauté qui les protègent du mariage des enfants, des grossesses non désirées et de la violence liée au genre. Tandis que les écoles restent fermées, les filles sont plus susceptibles d'abandonner

l'école et de ne pas y retourner. Les pertes d'emploi et l'insécurité économique accrue peuvent également contraindre les familles à marier leurs filles afin d'alléger leur fardeau financier.

Quelque 650 millions de filles et de femmes actuellement en vie à travers le monde ont été mariées durant leur enfance, selon les estimations, et près de la moitié de ces mariages auraient eu lieu au Bangladesh, au Brésil, en Éthiopie, en Inde et au Nigéria. Pour compenser les effets de la Covid-19 et mettre un terme à cette pratique d'ici à 2030, conformément à la cible des objectifs de développement durable, nous devons considérablement accélérer le rythme de nos progrès.

« Un an après le début de la pandémie, il est nécessaire d'agir immédiatement si nous souhaitons en atténuer les retombées sur les filles et leur famille », a insisté Henrietta Fore. « En ouvrant les écoles, en mettant en place des législations et des politiques efficaces, en garantissant l'accès aux services sanitaires et sociaux – notamment aux services de santé sexuelle et procréative, et en fournissant des mesures de protection sociale exhaustives aux familles, nous pouvons considérablement réduire le risque que les filles se voient voler leur enfance par le mariage des enfants », a estimé la cheffe de l'Unicef.

Josiane Mambou Loukoula

MUSIQUE

Le single « Sacrifice » de l'artiste Zora Frenchilia disponible sur les plateformes

Zora M'para –Tere dit Zora Frenchilia est une artiste musicienne, chanteuse congolaise qui évolue en carrière solo. Ces trois singles, « Sacrifice » ; « Ciel » et « Zora la Française » sont disponibles sur les plateformes de téléchargements : YouTube, Facebook, Instagram et WhatsApp.

L'artiste consciencieuse, dénonce et interpelle les gens à plus de responsabilités à travers ces singles Sacrifice dont le clip est tourné à Brazzaville ; Ciel et Zora la Française (en audio). Zora parle dans ces chansons de la souffrance d'une mère abandonnée avec ses enfants ; des injustices sociales, de la corruption ainsi que de sa carrière musicale. Ces chansons sont chantées en français et un peu en anglais, jouées dans un style trap chant et rap guém « Je fais des titres conseils pour éduquer la population »

La jeune artiste à la voix envoûtante fait du rap et du funk, elle lie la musique et les études, elle est étudiante en Master I, à la Faculté de Sciences économiques, à l'Université Marien Ngouabi, la musique, dit elle, est innée, c'est un don de famille « La musique c'est quelque chose que j'aime, en majorité les membres de ma famille chantent, la musique pourrait être mon gagne-pain, si est seulement si cela est mon destin, seul Dieu connaît mon avenir », a-t-elle signifié

Zora s'inspire des injustices et des comportements des gens observés au quotidien « Ma musique ne s'adresse pas seulement à une quelconque génération mais plutôt à toutes les générations », a-t-elle fait savoir avant d'inviter les mélomanes à écouter les messages qui sont véhiculés dans ces singles. La jeune artiste s'autoproduit, elle n'a pas de soutien, ni de producteur, la production de ces singles a été faite avec ses moyens de bord « Je n'ai pas de contrat avec une quelconque maison de disques, le côté financement me pèse, je n'ai pas de producteur, bien que j'ai un manager. Je demande aux personnes qui veulent que je puisse aller loin dans ma carrière de me soutenir », a indiqué Zora la Française. L'artiste se prépare pour son premier album, elle fait du featuring avec plusieurs artistes congolais.

Rosalie Bindika



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°020-SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/20

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT DES EXERCICES 2020 ET 2021 DU PROJET LISUNGI

1. Le Gouvernement de la République du Congo a obtenu de l'Association Internationale de Développement (IDA) un crédit pour financer le Projet Lisungi Système de Filets Sociaux et a l'intention d'utiliser une partie des ressources accordées au titre de ce crédit pour financer le contrat de service de consultant relatif à l'audit des états financiers du projet Lisungi (exercices 2020 et 2021).

2. Les services prévus au titre de ce contrat comprennent la réalisation d'un audit pour les exercices 2020 et 2021 qui sera conforme aux normes internationales d'audit et qui donnera lieu à toutes les vérifications et contrôles que l'auditeur pourra juger nécessaires en la circonstance. Il s'agit de vérifier la conformité aux accords de financement et aux règles et procédures de la Banque Mondiale, en ce qui concerne notamment : (i) la gestion des ressources de la Banque et celle des autres sources externes éventuelles ; (ii) le processus de passation, de gestion des marchés ; (iii) la préparation des états financiers et la gestion des comptes spéciaux ; (iv) l'exécution des dépenses et des transactions financières ; (v) la gestion des biens du projet.

3. L'Unité de Gestion du Projet invite les cabinets d'audit intéressés à présenter leurs candidatures en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants doivent être des cabinets d'audit et d'expertise comptable de réputation internationale, indépendant et faisant profession habituelle de réviser les comptes, d'un ordre professionnel comptable reconnu par l'IFAC, la FIDEF (copie attestation ou certificat d'affi-

liation), et ayant une expérience confirmée en audit financiers des comptes des projets de développement notamment les projets financés par la Banque Mondiale et acceptable par l'IDA. Les cabinets intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (référence des prestations similaires).

4. L'Unité de Gestion du Projet attire l'attention des consultants sur la section III, paragraphes 3.14, 3.16 et 3.17 du Règlement de passation des marchés pour les emprunteurs sollicitant le financement de projet d'investissement édition de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018 qui met l'accent sur la Politique de la Banque Mondiale en matière de conflits d'intérêt et le paragraphe 3.32 relatif à la fraude et à la corruption.

5. Une liste restreinte sera établie à l'issue de l'avis à manifestation d'intérêt et la sélection du cabinet se fera selon la méthode basée sur la qualité technique et le coût (SFQC) telle que décrite dans le Règlement de passation des marchés.

6. Les manifestations d'intérêt accompagnées des références pertinentes dans le domaine des services demandés, devront être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessus au plus tard le 24 mars 2021 à 13H00 (heure locale) et porter la mention : AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°020 SC/MASAH/PL-SFS/UGP-FA2/21 RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CABINET CHARGE DE REALISER L'AUDIT DES EXERCICES 2020 ET 2021 DU PROJET LISUNGI.

7. Les cabinets intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires ainsi que les termes de référence de la mission à l'adresse ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux : de 8H00 à 16H00 heures locales.

8. L'adresse à laquelle il est fait référence est la suivante :

A l'attention de Monsieur Alfred Constant KIAKOUAMA, Coordonnateur du Projet Lisungi Système de Filets Sociaux.

Adresse : Ancien siège du PARSEGD, Forêt de la patte d'oie, derrière le Tennis club de Brazzaville
Route de l'aéroport, Brazzaville (République du Congo).

Fait à Brazzaville, le 08 mars 2021

Le Coordonnateur



Alfred Constant KIAKOUAMA

NÉCROLOGIE

La famille et les enfants Mayola ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur père, oncle et grand-père Pierre Mayola, survenu à Brazzaville, le 4 mars 2021 à l'âge de 111 ans.

La veillée mortuaire se tient au n° 20 de la rue NKombo-Mankou à Massina Pk-Mfilou (3^e ruelle derrière le PSP Massina).

La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



ADJONCTION DE NOM

Je m'appelle Mban Dina Hurcela

Je désire être appelée désormais Mban Alouna Dina Hurcela.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra s'opposer dans un délai de trois mois

UNE ADRESSE E-MAIL
POUR NOUS ENVOYER VOS ANNONCES
PLUS RAPIDEMENT

regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

Les familles

Yoka et Aya

vous remercient

pour toutes les

formes

d'assistance

manifestées à leur

égard lors du

décès de leur

sœur, mère,

grand-mère et

arrière grand-mère

Yoka-Aya Marie

survenu le 2 février

2021 à Brazzaville

et vous convient à

la messe d'action de grâce en sa mémoire qui aura lieu le

14 mars 2021 à 10h30mn en la basilique Sainte-Anne du

Congo suivie d'un cocktail dans le jardin de ladite

Basilique.



8 MARS

Les femmes judokas de Brazzaville à l'honneur

Le président de l'association sportive Tosa Obika, Francis Ata, a échangé, le 8 mars à Brazzaville, avec les pratiquantes du judo avant de doter le judo club Okouaka, premier club congolais dirigé par une femme, des outils de travail.

Au moment où certaines femmes célébraient la fête du 8 mars dans les restaurants et autres lieux de divertissement, les femmes judokas de Brazzaville étaient sur le tatami. Elles ne sont pas, en effet, restées en marge de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme. Ces dernières ont profité de l'occasion pour organiser une séance d'entraînement commun ainsi qu'une rencontre d'échange d'idées. La maîtresse Elsa Oyana a saisi l'opportunité pour lancer officiellement les activités du judo club Okouaka. Cet espace d'entraînement et de formation qui se situe à Ouenzé, dans la rue Mayama, précisément dans la zone dite 753, est à ce jour l'unique dojo de judo dirigé par une femme en République du Congo. Selon la fondatrice de ce nouveau club, le lancement de celui-ci est une manière de rendre hommage à son maître qui a beaucoup donné pour qu'elle réalise un bon parcours dans l'équipe natio-



Me Ata Francis posant avec les judokas après la séance d'entraînement Adiac

nale et gagne des médailles tant au niveau national qu'international.

« L'idée de créer un club m'est venue lorsque je me suis rendu compte que j'ai trop beaucoup donné en tant qu'athlète et maîtresse dans mon club de formation. Etant donné que je ne suis plus athlète, il est nécessaire de créer mon club afin d'encadrer nos sœurs

et enfants qui désirent apprendre ce noble art. C'est une façon de rendre hommage à mon maître puisque mon club porte son nom. Je suis très joyeuse de recevoir le président Ata ici. Je l'appelle le Moïse du judo congolais. Il a de très bonnes initiatives et nous le soutenons », a indiqué maîtresse Elsa Oyana.

Celui que les athlètes ap-

pellent le « grand ami des judokas », Me Francis Ata, a, pour sa part, immortalisé ce moment en dotant les adeptes du judo club Okouaka des kimonos, ceintures et pagnes estampillées 8 mars 2021, une manière d'encourager les femmes en général et les filles en particulier à travailler davantage pour relever le judo congolais qui est plongé depuis plusieurs an-

nées dans une crise.

Faisant partie des membres de la délégation du président de Tosa Obika, Me Ghislain Allures Bouesso NzambiI estime que ce geste de la maîtresse Oyana va sûrement booster les autres femmes qui pratiquent le judo. Il a également demandé à la promotrice de judo club Okouaka de respecter le code moral du judo.

Ce message d'encouragement a été aussi prononcé par la maîtresse Mbemba Marina, la première femme ceinture noire de judo au Congo. « Nous sommes passé par ce parcours, malheureusement nous n'avons pas pu concrétiser ces genres de projets. Je suis fière de la maîtresse Elsa. Ma joie s'est multipliée par mille lorsque j'ai constaté la présence de Me Ata Francis. Il est à ce jour l'unique cadre qui pense vraiment aux judokas. Merci, la journée du 8 mars 2021 restera gravée dans nos mémoires », a signifié la maîtresse.

Rude Ngoma



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente: Une sélection unique de la LITTÉRATURE CLASSIQUE (africaine, française et italienne)

Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.








Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.



Les Dépêches de Brazzaville 84 Boulevard Denis Sassous N'Gusso
Immeuble les manguiers (Mpila) Brazzaville République du Congo

Ouvert

DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



ACTIVITÉS MINIÈRES

Retour à la case de départ pour Dan Gertler

La décision américaine de révoquer le permis spécial accordé à l'homme d'affaires israélien par l'ancienne administration Trump suscite des vives réactions. L'avocat conseil du milliardaire conteste une décision prise sans accorder au concerné la possibilité de se défendre. Pour la société civile, les mêmes interrogations refont surface sur les liens présumés entre Dan Gertler et des pratiques de corruption dans le pays.

A quelques jours de la fin de son mandat, l'ancien président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump, a accordé une « licence » autorisant quelques entreprises liées à Dan Gertler à faire des affaires avec des entreprises américaines jusqu'au 31 janvier 2022. Pour la petite histoire, le pays de l'Oncle Sam a pris les sanctions en 2017 en se référant au Global Magnitsky Act, une loi américaine qui autorise des mesures contraignantes contre des individus et entreprises considérées comme complices d'actes de corruption ou de violation des droits de l'Homme. Pour le département du Trésor américain de l'époque, l'homme d'affaires a occasionné des pertes de plus de 1,36 milliard de dollars américains US à l'État RD-congolais entre 2010 et 2012 en raison de la sous-évaluation des actifs miniers vendus à des sociétés off-shore qui lui sont liées. Face à ces lourdes accusations, le concerné a toujours nié d'avoir agi en tant qu'intermédiaire entre les entreprises multinationales et la RDC. Il n'a pas reconnu non plus avoir fondé une société au nom de l'ancien président RD-congolais, Joseph Kabila. Trois ans après, il y a eu un

formidable retournement de situation en faveur de Dan Gertler. Trente-cinq entreprises sanctionnées en deux vagues successives ont été autorisées à réaliser des transactions avec des firmes basées sur le sol américain. Et cet allègement a ouvert la voie à la réalisation des transactions financières et l'accès à des comptes bloqués. Mais la joie était de courte durée car, le 8 mars, l'administration Biden qui a récupéré les manettes du pouvoir a décidé de révoquer cette licence spéciale. « La licence précédemment accordée à Gertler est incompatible avec les intérêts de politique étrangère des États-Unis dans la lutte contre la corruption dans le monde », a expliqué le porte-parole du département d'État, Ned Price.

Cité par une agence de presse locale, Alan Derhowitz, avocat représentant Gertler, a contesté la décision. Pour lui, son client n'a pas eu la possibilité de prouver qu'il se conformait pleinement à toutes les exigences. Par ailleurs, il estime que l'octroi du permis a suivi toute la procédure régulière. A présent, a-t-il poursuivi, le conseil de Gertler est à la recherche des options. Pour

autant, la partie est loin d'être gagnée d'avance. En effet, la décision de l'administration Biden reçoit déjà des soutiens à l'intérieur des États-Unis d'Amérique. « Les sanctions et les pressions financières plus larges doivent être mises en œuvre et appliquées de manière cohérente pour inspirer la confiance des institutions financières et de nos alliés », a déclaré Brooks Rubin, ancien conseiller spécial du département d'État de l'administration Obama pour les diamants de la guerre. Sur le sol RD congolais, la société civile suit de très près l'évolution de ce dossier brûlant. L'Observatoire d'études et d'appui social à la responsabilité sociale et environnementale s'interroge ouvertement sur les raisons de cette accusation des tribunaux étrangers sur des liens présumés entre Gertler et des pratiques de corruption. « Nous voulons savoir clairement dans quelle mine il a investi et surtout quelles taxes et quels impôts ont été payés à l'État », s'est exprimé Freddy Kasongo. Pour lui, il est curieux qu'une affaire aussi bruyante ne puisse pas, du moins à ce stade, éveiller un intérêt soutenu des plus hautes institutions du pays.

Laurent Essolomwa

CIRCULATION ROUTIÈRE

Des policiers de roulage internés à la prison de Ndolo

Ces agents ont été présentés à l'auditorat militaire qui les a acheminés dans cette institution pénitentiaire, en attendant le procès qui sera organisé.

Près de quarante policiers de circulation routière appelés communément roulages, qui ont été arrêtés le week-end dernier par le commandant de la police/ville de Kinshasa, le général Sylvano Kasong, ont été transférés à la prison militaire de Ndolo à Kinshasa. Ils attendent le procès qui sera organisé en vue de répondre des faits infractionnels mis à leur charge et présenter leurs moyens de défense.

Selon des sources policières, ces éléments du détachement de la police routière ont été déferés à l'auditorat militaire, avant d'être acheminés dans cette maison d'arrêt.

Il est rappelé que la semaine dernière, le commissaire provincial de la PNC/ville de Kinshasa, en tenue civile, a embarqué, avec ses éléments en tenue civile également, à bord d'un taxi-bus qui lui a permis de faire la ronde de la capitale. Pendant cette itinérance, le général Sylvano Kasongo et ses hommes ont interpellé plusieurs policiers de circulation routière et d'autres commis à cette tâche, qui s'adonnaient à la tracasserie et au rançonnement des conducteurs. Tous ces policiers interpellés ont été embarqués dans un véhicule de la police commis à la suite du commandant de la ville.

A la fin de cette opération, le général Kasongo et ses hommes, qui pensaient ainsi répondre aux cris de détresse des conducteurs et de la population sur le comportement de ces policiers commis à la réglementation de la circulation dans les artères de Kinshasa, sont rentrés dans les installations du commissariat provincial avec plus d'une trentaine de policiers interpellés.

Ces sources affirment que cette opération visant à extirper des artères de la capitale tous ces policiers de roulage continue. Et de noter que tous ces éléments « indisciplinés » interpellés dans le cadre de cette opération sont présentés à l'auditorat militaire, qui les achemine à la prison de Ndolo, en attendant le procès qui sera organisé. Ils sont tous accusés de tracasser les automobilistes et de corruption.

Expliquant le sens de cette tournée, le patron de la police ville de Kinshasa a avoué vouloir personnellement se rendre compte de la prestation très décriée de ses troupes sur le terrain. Aussi, cette itinérance du général Kasongo visait également à moraliser les usagers de la route.

Lucien Dianzenza

LINAFOOT/LIGUE 1

Sanga Balende vient à bout de Renaissance à Mbuji-Mayi

Pour le retour sur le banc du FC Renaissance du Congo, l'entraîneur Papy Kimoto Okitankoy, qui a pris la place de Camille Bolombo, a essuyé une défaite.

Le club orange de Kinshasa, en déplacement au stade Kashala Bonzola de Mbuji-Mayi, n'a pas résisté, le 8 mars, à la fougue de Sa Majesté Sanga Balende qui effectue une saison exceptionnelle depuis l'arrivée de l'entraîneur Andy-Magloire Mfutila à la tête de son staff technique. Score : deux buts à un pour les locaux au terme d'une rencontre comptant pour la 18e journée du 26e championnat de la Ligue nationale de football. Et pourtant, le métronome des Renais de la capitale, Glody Kikwama Mujinga, a ouvert la marque à la 17e minute, après une légère domination dans le jeu et, semant un petit doute chez les locaux d'Anges et des Saints du Kasai Oriental. C'était son 7e but de la saison.

C'est alors que les poulains d'Andy Mfutila se sont vraiment rués dans le camp des Renais, faisant le siège du camp adverse jusqu'à obtenir un penalty à la 21e minute. Mais l'attaquant Robert Wilangi, transfuge de Renaissance du Congo, a buté sur le gardien de but Guy-Serge Mukumi, dé-

sormais auteur des cinq arrêts. Mais il s'agissait juste d'un sursis. Une minute après, Andy Biko a réussi à ramener les deux équipes à égalité au tableau d'affichage, profitant d'un ballon mal apprécié par la défense adverse. Sanga Balende a ensuite maintenu sa mainmise sur le jeu. Et à la 72e minute, cette domination a payé avec le but victorieux d'un cadre du club, José Badibake Pongo. Rappelons que lors de la première confrontation entre les deux équipes à Kinshasa, Sanga Balende s'était imposé par deux buts à zéro. « Nous avions envie de faire plaisir à nous même d'abord, à notre comité dirigeant et à nos supporters. Nous connaissons Renaissance que nous avons vu jouer à Goma. C'est une bonne équipe, en plus, mon joueur devenu collègue (Papy Kimoto, ndlr) qui avait envie de redorer une bonne image de son équipe. Mais nous n'avons pas le choix, pour confirmer notre invincibilité à domicile. Nous avons su trouver les mots justes pour que nous



Andy Magloire Mfutila

retrouvions nos forces à la deuxième période, après avoir été menés au score avec un but pris d'entrée de jeu. Je crois que San-

ga Balende a montré qu'on peut compter sur lui cette saison », a déclaré à la presse Andy-Magloire Mfutila, après cette rencontre.

Pour sa part, le coach Papy Kimoto a dit : « Dans cette rencontre, il nous a manqué un peu plus du jus physique vers la fin. Nous avons baissé notre rythme en deuxième période ; et dans les vingt dernières minutes, nous n'avons presque pas joué comme nous l'avons fait en première période, en nous procurant des occasions qui nous auraient permis de corser l'addition. Mais nous allons continuer à travailler physiquement et tactiquement parce que nous n'avons pas eu plus des jours de travailler avec l'équipe ».

Notons que c'est la 11e victoire des Anges et Saints qui revient à la deuxième position avec désormais 36 points, derrière le leader, Mazembe (39 points). Le prochain adversaire de Sanga Balende, c'est l'ogre Mazembe, pour un choc programmé le 10 mars au stade Kashala Bonzola. Le FC Renaissance du Congo est bloqué à 25 points, espérant un résultat satisfaisant le 17 mars au stade des Martyrs de Kinshasa, contre FC Blessing de Kolwezi.

Martin Engimo

INTERVIEW

Dr Marcellin Nimpa de l'OMS : « Le vaccin contre la covid-19 présente plusieurs bénéfices. Il est sûr et efficace »

À l'approche de la campagne de vaccination que la RDC organise incessamment, plusieurs rumeurs circulent autour du vaccin contre la covid-19. Si les uns s'interrogent quant à l'efficacité et la sécurité du vaccin astrazeneca que le pays a choisi; les autres, par contre, veulent savoir les avantages de cette opération. Toutes ces préoccupations des Congolais ont été abordées par le Dr Marcellin Nimpa, responsable de la vaccination à l'OMS, au cours d'un entretien avec les professionnels des médias, membres du Réseau des journalistes amis de l'enfant (RJAE).

Le Courrier de Kinshasa : Quels sont les bénéfices qu'on peut tirer en se faisant vacciner contre la covid-19 ?

Dr Marcellin Nimpa : Les bénéfices du vaccin contre la covid-19 sont multiples. Il y a d'abord lieu de signaler que la vaccination en elle-même consiste à administrer dans l'organisme un produit dans le but de stimuler le mécanisme de protection de l'individu afin qu'il soit mieux habile à réagir en cas de maladie. Dans le cas d'espèce de la vaccination contre la covid, l'utilisation du vaccin aura comme bénéfice premièrement de réduire la survenue des cas graves et, par conséquent, réduire la létalité due à la covid. La vaccination permettra de désengorger les structures sanitaires et, partant, elle facilitera la reprise des autres services de santé qui ont été affectés par cette pandémie et enfin et un détail non négligeable, elle entraînera la reprise des activités sociales et économiques.

LCK : Jusqu'aujourd'hui, il y a plusieurs maladies qui n'ont ni vaccin ni médicaments, comment expliquez-vous la célérité avec laquelle le vaccin contre la covid a été découvert ?

Dr M.N : Cette préoccupation est tout à fait légitime. Je puis rassurer que certes la découverte du vaccin covid a été rapide mais cela n'a entaché en rien la rigueur méthodologique et scientifique qui entoure ce processus. Trois raisons majeures peuvent justifier la célérité avec laquelle on est parvenu à ce résultat dont toute la communauté internationale se félicite. Le premier élément, c'est l'ampleur, la gravité de la pandémie.

C'est l'une des rares pandémies que nous vivons qui attaque quasiment tous les continents au même moment avec une forte mortalité et le corolaire immédiat a été la forte mobilisation de tous les laboratoires autour d'une seule maladie. Contrairement aux autres maladies, la mobilisation de toute la communauté scientifique a été un atout sans précédent.

Le deuxième argument qui justifie aussi cette rapidité est le fait qu'on n'est pas parti de zéro. Le virus de la covid présente beaucoup de similitudes avec d'autres virus qui étaient déjà connus par la communauté scientifique, notamment le Sras dont les caractéristiques étaient déjà cernées et pour lequel les laboratoires avaient déjà une expérience dans le développement des vaccins. Cette expérience a été, de ce fait, capitalisée devant un virus comme celui de la covid qui a de grosses similitudes. C'est ainsi que le vaccin a été mis au point très rapidement parce que la technologie existe.

Le troisième élément se base sur la rigueur scientifique et méthodologique qui a accompagné ce processus dans le contexte de la rapidité. L'OMS en tant qu'agence de l'ONU garantit l'efficacité et la sûreté des vaccins, cela est l'un de ses principes fondamentaux. De ce fait, vous verrez que tous les vaccins qui sont autorisés d'être utilisés dans le pays ont fait l'objet des essais cliniques. A ce jour, pour vous montrez le degré de sélectivité du processus, sur près de cent cinquante candidats vaccins, deux seulement ont reçu à ce jour une autorisation d'utilisation d'urgence d'autres vont



venir. Preuve que l'on essaye de s'entourer de la confiance scientifique sur l'efficacité et la sûreté de ce vaccin. Donc, je dirai développement rapide du vaccin oui, mais qui a bénéficié d'une expérience et d'une mobilisation sans précédent de tous les laboratoires. Ce qui justifie le résultat d'aujourd'hui.

L.C.K : On n'est pas utilisé comme des cobayes ?

Dr M.N : Non, rassurez-vous, on n'est pas utilisé comme des cobayes. Avant l'autorisation de mise sur les marchés, les essais cliniques ont eu lieu sur des échantillons assez conséquents des personnes. Ce qui a permis de valider d'une part la sécurité du vaccin et d'autre part son efficacité. Donc, on est loin d'être des cobayes. Les preuves sont parlantes par elles-mêmes. Depuis le début de cette vaccination sur la covid dans les nombreux pays, il n'a pas été établi jusqu'aujourd'hui des effets majeurs survenus chez une personne vaccinée. Les vaccins sont sûrs et efficaces. Toutefois, comme tout vaccin, on continuera à suivre les personnes vaccinées. En cas de moindre effet

que l'on pense être dû à la vaccination, il est toujours bon de se rapprocher du personnel de santé et informer afin que les investigations puissent être menées pour établir si oui ou non, il y a un lien ou s'il s'agit d'une autre infection.

L.C.K : Une personne déjà vaccinée peut-elle encore développer la maladie ?

Dr M.N : Nous apprenons tous de la maladie covid. A l'état actuel de connaissances, des cas de réinfection sont rarissimes et l'on estime d'une manière générale d'après les études jusqu'à réalisées, il a été rarement observé des cas de réinfection dans les trois mois qui suivent. Cependant, il convient de dire que la vaccination a pour but d'aider l'organisme à préparer ses outils de défense afin de mieux réagir en cas d'agression.

Le fait d'être vacciné n'exclut pas le respect des gestes barrières et d'autant plus qu'à l'état actuel des choses, s'il est établi que le vaccin protège contre les formes graves de la maladie, on a encore besoin d'assez de recul pour attester de son efficacité sur la transmission entre les personnes.

L.C.K : Quelle est la durée d'efficacité, de protection du vaccin dans l'organisme humain ?

Dr M.N : A ce sujet, les études autour de différents vaccins qui sont en circulation aujourd'hui montrent une durée de protection minimale de trois mois. Cette protection est d'autant plus efficace que si la personne vaccinée a reçu les deux doses requise du vaccin contre la covid.

L'intervalle de doses varie selon le vaccin. Pour le cas d'espèce du vaccin Astrazeneca pour la

RDC, on est dans un intervalle de quatre à douze semaines soit un à trois mois d'écart entre les doses pour avoir une efficacité optimale. Il faut savoir que l'efficacité du vaccin dans le corps humain est de trois mois et elle est d'autant plus bonne que si la personne a reçu deux doses. Cependant, il faut savoir que les études se poursuivent pour connaître réellement quelle est la durée maximale de cette protection. C'est la raison d'être de la surveillance qui doit se poursuivre dans chaque pays pour mieux documenter l'efficacité à long terme de ce vaccin.

L.C.K : Quels sont les effets secondaires dus au vaccin anti covid-19 ?

Dr M.N : A ce jour, il n'a pas été observé des effets secondaires graves qui peuvent mettre en danger le pronostic vital de la vie d'un individu. Toutefois, le vaccin aussi bien celui de la covid que tout autre vaccin, étant des substances qu'on introduit dans l'organisme, il est tout à fait compréhensif qu'on ressente certains effets mineurs, notamment une douleur au point d'injection, quelques symptômes, quelques petits malaises, un peu de fièvre mais qui en réalité ne sont que la traduction d'un effort que l'organisme fait pour s'entraîner à pouvoir répondre en cas d'infection proprement dite et ces effets sont en général passagers. Toutefois, si d'aventure, il arrive qu'une personne vaccinée ressent un effet inhabituel, le personnel de santé reste disponible. La personne vaccinée doit s'orienter vers le personnel de santé et déclarer ces effets. Je répète, ces effets sont rarissimes.

Blandine Lusimana

PROVINCE DU KASAÏ

Le HCR et ses partenaires lancent le projet de justice et réinsertion socioéconomique en faveurs des déplacés

« Renforcer la justice et la réinsertion socio-économique pour et par les jeunes femmes et hommes pour promouvoir la cohésion sociale entre les personnes déplacées et les membres de la communauté hôte dans les provinces du Kasai et du Kasai central », tel est le projet que le HCR avec ses partenaires, notamment le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) et World Vision International (WVI), ont lancé le 8 mars à travers un atelier technique ouvert à Tshikapa dans la province du Kasai.

Financé par le Fonds pour la consolidation de la paix des Nations unies, ce projet d'une durée de dix-huit mois est évalué à un million et demi de dollars américains. Il vise à apporter un appui aux jeunes femmes et aux jeunes hommes à travers le soutien institutionnel aux organisations locales en faveur du renforcement de leurs capacités socio-économiques et juridiques et à favoriser et promouvoir la cohabitation pacifique et

la paix, grâce aux opportunités économiques et à un environnement de protection promu dans les deux provinces.

La lancement le 8 mars de ce projet est significatif, comme a fait Liz Ahua, représentante du HCR en RDC. « Ce jour symbolique du 8 mars, où le monde entier célèbre la Journée internationale de la femme a été retenu pour procéder au lancement de ce projet pour des raisons évidentes. Ce pro-

jet est, en effet, axé sur la promotion des droits des femmes et sur le renforcement des capacités des femmes à contribuer à une paix durable dans le Kasai et le Kasai central ».

Le gouverneur de la province du Kasai, Dieudonné Pieme Tutokot, qui a ouvert l'atelier du lancement de ce projet a souligné que ce projet est pour notre province « un second souffle sur les voies et moyens de retour à une paix durable

en amplifiant l'impact positif des projets déjà en cours de mise en œuvre ». Pour le chef du sous-bureau de la Monusco à Tshikapa, Ephraïm Abwe Diabe, ce projet s'inscrit en droite ligne des efforts de la Monusco visant à renforcer la cohésion sociale et la cohabitation pacifique des femmes, des hommes et des jeunes de la province du Kasai et Kasai central.

Au cours de cette cérémonie de lancement, le projet a of-

ficiellement été présenté aux autorités provinciales, aux partenaires non gouvernementaux, aux leaders communautaires, aux représentants des communautés des deux provinces, à la communauté humanitaire et de développement, en vue de créer une synergie et assurer une appropriation communautaire et un engagement effectif dans sa mise en œuvre dans les deux provinces.

B.L.

INTERVIEW

Dr Lyse Hamisi : «Le rôle du directeur SHE est de créer un environnement de travail sain, sûr et sécurisé»

A l'occasion de la célébration de la journée internationale de la femme, le Courrier de Kinshasa a eu un entretien avec Dr Lyse Hamisi, qui a récemment été promue directrice - SHE (sécurité, santé et environnement) à la mine de Kinsevere dans le Haut-Katanga. Elle est la première femme congolaise directrice à MMG Kinsevere.

Le Courrier de Kinshasa : Pourriez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Lyse Hamisi : je suis titulaire d'une Licence en médecine et chirurgie de l'université de Lubumbashi, obtenu en 2008 et d'un Master en santé publique de l'université SRM en Inde, avec une spécialisation en gestion de la santé publique, obtenu en 2011. J'ai axé ma thèse sur la santé au travail et la santé environnementale. Pendant mon stage au MMG (qui a débuté en janvier 2013), j'ai élaboré une proposition concernant les mesures à prendre pour mettre en place un système de surveillance de la santé au travail au MMG. Cela m'a ainsi conduit à obtenir un poste de responsable de la santé et de l'hygiène après quatre mois de stage. Depuis lors, j'évolue dans le département jusqu'à présent. J'ai occupé plusieurs postes tels que conseiller en hygiène du travail, spécialiste en santé et hygiène et surintendant en santé, hygiène et sécurité.

LCK : Quel est le rôle du



directeur de SHE Kinsevere et quelles sont ses fonctions ?

LH : Son rôle est de créer un environnement de travail sain, sûr et sécurisé. Le directeur SHE met en œuvre et maintient un programme de santé et de sécurité environnementale comprenant l'identification, l'évaluation et le contrôle des risques, la prévention des accidents/blessures, la gestion des matières/déchets dangereux, la préparation aux situations d'urgence, la sécurité

incendie/vie, l'ergonomie, l'hygiène industrielle et la conformité aux réglementations environnementales.

Les fonctions du directeur SHE sont la gestion de la santé et de la sécurité au travail : gestion de la sécurité, hygiène du travail et médecine du travail. Il ou elle fournit un leadership, une formation et un soutien opérationnel en matière de SHE à tous les niveaux de l'organisation et dans tous les groupes fonctionnels. Le directeur veille à ce que tous

les processus et procédures SHE soient mis en œuvre. Les autres fonctions consistent à suivre les mesures de santé et de sécurité des entreprises et utiliser les données pour identifier et réduire les risques ; aider à tous les aspects de l'enquête sur les incidents, y compris la vérification de la cause première et l'approbation de la mise en œuvre des actions préventives et effectuer des activités d'hygiène du travail, y compris la surveillance des produits chimiques et tout autre programme de surveillance nécessaire. Le directeur SHE est également chargé de la gestion de l'environnement : gestion de l'eau, gestion des déchets, gestion de la qualité de l'air, du bruit et des vibrations ; biodiversité, réhabilitation et gestion des terres et gestion des urgences : préparation et réponse aux urgences. Il ou elle veille également à ce que des systèmes, des politiques et des procédures d'intervention d'urgence soient en place pour gérer les situations d'urgence.

LCK : Qu'est-ce qui a conduit à votre nomination au poste de directeur SHE de Kinsevere ?

LH : Depuis octobre 2019, j'occupais le poste de directrice de SHE et la direction a remis en question mon leadership. J'ai donc travaillé à l'amélioration de mes compétences en matière de leadership. Ma prestation a été le point le plus décisif. Bien que je n'aie pas obtenu ce poste en novembre 2020, j'ai continué à travailler dur et à améliorer les performances du site en matière de sécurité en mettant en place une nouvelle structure au sein de SHE, où les conseillers à la sécurité tourment dans les différentes sections des opérations et conseillent les employés sur les questions de sécurité. L'étape suivante consistait maintenant à participer à la planification des activités afin de fournir une orientation en matière de sécurité et ainsi minimiser le risque de blessure/incident.

Propos recueillis par Patrick Ndongidi

CAF-C1

V.Club tient tête à Al-Ahly au Caire

Deux buts partout, il n'y a pas de vainqueur entre Al Ahly et V.Club au Caire en Egypte au terme d'une partie délicate pour V.Club, archidominé dans l'entrejeu par le tenant du titre de la C1 africaine.

C'est un petit exploit que l'AS V.Club, en remodelage, a réalisé, le 6 mars au stade International du Caire, face au mythique club d'Al Ahly d'Egypte, tenant du titre, en troisième journée du groupe A de la Ligue des champions d'Afrique. Le score de cette partie à rebondissements a été de deux buts partout. Et ce sont les Dauphins Noirs de Kinshasa qui ont été les premiers à trouver la faille dans la défense des Reds locaux. Glody Lilepo Makabi a ouvert la marque, à la 41e minute, sur quasiment un exploit personnel, reprenant sa propre frappe, mal déviée par le gardien de but El Shenawy d'Al Ahly.

V.Club a inscrit ce but, contre le cours du jeu, ayant laissé le cuir à jeu au club cairote. En deuxième période, le coach sud-africain d'Al Ahly, Peter Monsimane a effectué des remplaçants notables, avec la sortie de l'attaquant congolais Walter Bwalya, dans un sale jour, ayant buté à plusieurs reprises sur le gardien de but camerounais de V.Club Simon Omosola, et deux autres joueurs. Mohamed Sherif, monté à la 56e minute à la place d'Hussein El Shahat, a finalement



Il n'y a pas eu de vainqueur entre Al Ahly et V.Club le 6 mars 2021 au Caire

trompé l'excellent gardien camerounais, égalisant pour les locaux à la 69e minute. Et c'est encore un autre joueur sorti du banc, Marwan Mohsen, entré en jeu à la 70e minute à la place du milieu récupérateur international malien Aliou Dieng, qui a inscrit le deuxième but d'Al Ahly, à la 71e minute. En l'espace de deux minutes, Al Ahly, qui dominait de la tête au pied V.Club dans les deux premiers quarts d'heure de la deuxième période, a

renversé totalement la vapeur, passant devant V.Club.

Mais le club congolais, bien qu'en réorganisation de son effectif, a passé plus d'une semaine au Caire pour s'acclimater en préparation de ce match. Et cela s'est avéré judicieux. L'équipe du coach Florent Ibenge n'a pas baissé pavillon, se reprenant mentalement et se lançant à l'abordage. Et à la 80e minute, Ricky Tulenge, fauché dans la surface de réparation, selon l'ar-

bitre marocain Redouane Jayed, a transformé le penalty très contesté par les joueurs d'Al Ahly. Deux buts partout, V.Club a littéralement arraché un nul qui pourrait être précieux pour la suite de la compétition.

Satisfait du résultat, Florent Ibenge pense déjà à la quatrième journée contre la même équipe d'Al Ahly : « Je suis entièrement satisfait du résultat. Al Ahly aurait pu marquer cinq ou six buts. Le match

retour à Kinshasa sera différent car, à domicile, nous ne jouerons pas défensivement comme ici au Caire. Le prochain match avec Al Ahly, après dix jours, se jouera à haute température et sur un terrain artificiel. Nous jouerons pour gagner ». Lon se rappelle qu'avant le match du Caire, il avait déclaré : « Je n'ai pas peur d'Al Ahly. Ils sont favoris en aller et retour, mais nous allons donner le meilleur de nous-mêmes. Sur un match, même en aller-retour, nous avons notre mot à dire, nous n'avons pas envie de nous taire et de nous laisser édictés par Al Ahly. On va jouer notre partition ». Dans l'autre match du groupe, El Merreikh de Soudan a fait match nul de zéro but partout avec Simba SC de Tanzanie. Au classement, Simba est premier après trois journées avec 7 points, suivi de V.Club et Al Ahly qui ont chacun 4 points. El Merreikh est lanterne rouge avec 1 point. Le 16 mars au stade des Martyrs, V.Club offrira son hospitalité à Al Ahly alors que Simba recevra El Merreikh.

Martin Engimo

PRÉSIDENTIELLE 2021

Le candidat Denis Sassou N'Guesso remis à Dieu

Cette déclaration était faite par Antoine Lassy, pasteur supérieur de l'église Christianisme prophétique en Afrique (CPA) à l'occasion de l'ouverture officielle de la campagne présidentielle de Denis Sasou N'Guesso dans le district de Loango au Kouilou.

S'exprimant pour la circonstance, le pasteur Antoine Lassy a rappelé que toute autorité vient de Dieu. N'est pas président qui le veut ; rien ne peut se faire sans la volonté de Dieu, car ce qui est lié aux cieux est également lié sur la terre.

Monsieur le candidat, poursuit l'orateur, la paix est votre cheval de bataille et le vivre-ensemble est votre crédo, bien avant l'année 1997, vous êtes resté constant avec cette volonté de servir le peuple congolais en donnant le meilleur de vous-même, en donnant ainsi au petit congolais, à la femme congolaise aux serveurs de Dieu ceux dont on a besoin.

« Vous êtes l'homme qu'il faut

pour nous sortir de la mauvaise passe, pour bâtir et développer le Congo, que cela en déplaise à ceux qui refusent de voir la réalité en face et de l'apprécier. Conformément aux Écritures divines vous avez toujours appris à faire le bien en protégeant l'opprimé, en défendant la veuve, en donnant droit à l'orphelin, à la personne vivant avec handicap, montrant ainsi la preuve que vous êtes le père de la nation, le garant de toute la République, de l'unité sociale, le défenseur de la justice. C'est pourquoi par ma voix et par celles de tous les fidèles de l'église lassiste et de tous les enfants de Dieu habitant

le département du Kouilou en particulier et le Congo en général, nous vous disons : soyez serein. Votre éclatante victoire à cette élection présidentielle est annoncée, celle-ci sera sans bavure comme cela est dit en psaumes 81 verset 4. Les trompettes de la victoire se feront entendre au soir du 21 mars 2021, ainsi soit-il. Que Dieu le Tout-Puissant, l'inoxidable, arrose votre vie de toutes les bénédictions prévues pour vous. Amen ! », a-t-il déclaré.

Pour sa part, défendant son bilan, Denis Sassou N'Guesso a signifié que certains projets inscrits dans son précédent mandat n'ont pas pu voir le jour à travers tout le pays en géné-

ral et particulièrement au Kouilou à cause de la double crise économique et sanitaire.

Malgré cette crise, a dit Denis Sassou N'Guesso, certains projets ont commencé à être exécutés au Kouilou, comme la construction en cours de l'hôpital général du Kouilou, de l'université catholique et autres. Je m'engage afin de poursuivre la construction de cette université, de l'hôpital général du Kouilou avec des normes modernes comme celui du quartier Patra à Pointe-Noire. La poursuite aussi des travaux de la zone économique spéciale Pointe-Noire/Kouilou.

« J'avais pris l'engagement en vue de la construction lors du

prochain mandat d'une autre université interdépartementale dédiée à la formation qualifiante des jeunes à travers différents métiers. Au cours du prochain mandat, nous allons poursuivre avec l'électrification rurale de l'ensemble de tout ce département, avec les travaux de construction de la boucle du Kouilou et le lancement des travaux de construction du barrage Sounda. Le développement des activités du tourisme de la pêche et celui de l'agriculture seront au centre lors du prochain quinquennat » a-t-il déclaré.

**Séverin Ibara
et Charlem Léa Itoua**

SAISON SPORTIVE

La ligue de karaté jette les dés sous le signe de la discipline

Un mois après l'ouverture de la saison sportive, la ligue départementale de karaté de Pointe-Noire a lancé ses activités le 7 mars au complexe sportif de la capitale économique.



Séance de démonstration lors du lancement des activités de karaté/Adiac

C'est le directeur départemental des sports et de l'éducation physique et sportive, Joseph Biangou-Ndinga qui a donné le coup d'envoi des activités. Il a interpellé les responsables de la ligue de Pointe-Noire de veiller au respect du protocole sanitaire. « La saison sportive 2020-2021 démarre dans le contexte de la crise sanitaire. Je vous invite à veiller à l'application de votre protocole sanitaire et

à l'élaboration des données statistiques des différents clubs », a-t-il indiqué.

Sur le plan administratif et technique, il a invité le président de la ligue à s'engager dans la formation et la perfection des athlètes, la promotion des activités sportives ; à veiller à la régularité des clubs. « Tous les clubs doivent avoir un récépissé. On ne veut plus avoir des clubs clandestins surtout dans le domaine des

arts martiaux. Parce que quand les arts martiaux se trouvent dans la rue ça devient la barbarie », a martelé Joseph Biangou-Ndinga.

Le président de la ligue départementale de karaté Pointe-Noire Michel Malalou Makanga a, de son côté, salué la présence et l'engagement de l'ensemble des acteurs qui œuvrent à porter cet art au-dessus de la réalité des sports pratiqués dans le département.

Charlem Léa Itoua

Raïssa et Davina, deux passionnées du karaté

Sociétaires du club Washiday du maître Poaty, Raïssa Mayala et Davina Bouanga ont exprimé leur satisfaction dans la pratique du karaté à l'occasion du lancement des activités de la Ligue départementale de Pointe-Noire.



Davina Bouanga et Raïssa Mayala/Adiac

Une année de pratique de sport pour la première et quatre ans pour l'autre, les deux karatékas font partie d'une dizaine de ponténégrines qui pratiquent actuellement cet art longtemps considéré comme un sport des garçons.

Raïssa Mayala, femme au foyer, a évoqué sans détour que son mari n'a pas pu la convaincre à renoncer à la pratique du karaté. « Le sport est très important pour les femmes surtout pour le maintien en bonne santé et la défense contre certains fléaux. J'ai choisi le karaté. Depuis un an je suis en forme et mon mari a fini par me comprendre et aujourd'hui il m'encourage », a-t-elle indiqué, exhortant les filles à pratiquer le sport. « Je ne leur demande pas de pratiquer le karaté comme moi parce que c'est ma passion mais, de choisir une discipline de leur choix », a-t-elle souligné. Par ailleurs, Davina Bouanga, avec 4 ans de carrière, a hérité de l'ADN de son père, un ancien pratiquant de ce sport. Agée de 16 ans, elle est très passionnée de la discipline.

En effet, malgré leur mépris dans le quartier par les proches, les deux dames n'entendent pas baisser les bras. Après la relance des activités sportives, elles ambitionnent les compétitions nationales et celles de la Ligue. « Nous ne pratiquons pas ce sport pour se battre dans les rues, mais pour les compétitions », ont-elles déclaré.

Charlem Léa Itoua

CAMPAGNE ÉLECTORALE

Denis Sassou N'Guesso promet de s'appuyer sur la vallée du Niari pour développer l'agriculture

Lors du meeting que le candidat Denis Sassou N'Guesso a tenu le 9 mars à Madingou, chef-lieu de la Bouenza, dans le cadre de sa campagne électorale, les orateurs se sont succédé à la tribune pour lui témoigner la reconnaissance de la population de cette partie du pays au regard des réalisations dont a bénéficié ce département sous son mandat les dernières années.

Rigobert Maboundou et Jacqueline Lydia Mikolo, directrice locale de campagne ont notamment cité les infrastructures routières, scolaires et sanitaires, les cimenteries et bien d'autres obtenues principalement au moment de la mise en œuvre du programme gouvernemental de la municipalisation accélérée en 2016.

Les représentants des jeunes, des femmes, et des personnes vivant avec handicap ont aussi salué chacun à son tour les réformes introduites dans le pays au profit de leurs droits spécifiques. Pour toutes ces raisons ils ont déclaré choisir pour 2021 Denis Sassou



Denis Sassou N'Guesso prend le bain de foule après son meeting de campagne à Madingou le 9 mars

NGuesso afin qu'il poursuive son action les cinq prochaines années. Ainsi qu'il l'a fait le long des

précédentes étapes, le candidat s'est félicité de la mobilisation de ses partisans et de la disponibilité de ses

équipes de campagne. Il a ensuite rappelé que la vallée du Niari dont font partie la Bouenza, le Niari et la

Lékoumou est le grenier du Congo du fait de la richesse de ses sols propices au développement agricole et de l'industrie minière.

Se basant sur son projet de société « Ensemble, poursuivons la marche », Denis Sassou N'Guesso a déclaré qu'il s'appuiera sur la position stratégique de la vallée du Niari en matière de ressources naturelles pour engager la bataille de la mécanisation de l'agriculture au profit de tout le pays.

À la fin du meeting, il s'est envolé pour Kinkala dans le Pool où il bouclera son périple électoral dans la partie sud du Congo mercredi avant de le poursuivre immédiatement dans le Nord.

Gankama N'siah

CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT LIGUE 1

Etoile du Congo et Cara améliorent leur position

Les lignes ont légèrement bougé au terme de la 10e journée de la compétition qui s'est achevée le 8 mars.

Il y a eu quelques changements majeurs après la 10e journée de la compétition. L'Etoile du Congo a évincé les Diables noirs de la deuxième place après son succès 3-2 contre la Jeunesse sportive de Talangaï (JST) le 7 mars. Les Stelliens ont puisé dans leurs réserves pour renverser la JST qui a mené pendant plus d'une heure sur le score de 2-0.

Exaucé Nzaou avait pourtant réalisé un doublé respectivement à la 2e et 12e minute. Mais le but de Gédeon Madinga à la 66e minute a remis l'Etoile du Congo dans le coup avant que Saira Issambet ne signe lui aussi un doublé à la 85e et 90 minute+1. L'Etoile du Congo (19 points) a donc réussi à enchaîner trois victoires d'affilée pour devancer de deux unités les Diables noirs qui restent sur la pire série d'une victoire lors des cinq dernières rencontres.

Pour preuve, ils se sont inclinés à Pointe-Noire 0-1 devant Nico-Nicoyé, le dernier du classement avant cette rencontre. Christ Nguedzeni a puni les Diablotins à 69e minute, offrant ainsi à Nico-Nicoyé sa deuxième victoire de la saison après celle contre la Jeunesse sportive Talangaï (JST) sur le score identique. Grâce à cette victoire, Nico-Nicoyé (8 points) abandonne la dernière place du classement à V Club Mokanda (6 points) battu à Owando par le leader AS Otho 0-2. Le doublé de Bersyl Obassi a permis aux tenants du titre de signer leur neuvième victoire en autant de matchs et de creuser davantage l'écart qui les sépare désormais avec l'actuelle deuxième (27 points pour Otho qui compte également un match de moins contre 19 pour l'Etoile du Congo).

Le Club athlétique renaissance aiglons (Cara) a aussi amélioré son classement en écrasant Patronage Sainte-Anne 4-0, le 8 mars au stade Alphonse-Massamba-Débat. Les Aiglons sont désormais quatrièmes à égalité de points avec les Diables noirs (17). Le Cara a démarré la rencontre sous les chapeaux de roues en ouvrant rapidement le score à la 3e minute par l'entremise de Belhomme Mbou. Brell Mapana Makita l'a imité à la 17e minute avant que le premier buteur ne transforme le penalty à la 20e minute pour son doublé. Junior Elenka Kanga a inscrit le 4e but à la 33e minute.

Le Cara repasse devant le FC Nathalys (16 points) qui n'a pu faire mieux à Pointe-Noire qu'un nul de 3-3 devant l'AC Léopards de Dolisie. Les Fauves du Niari 6e au classement provisoire ont un point de retard sur le FC Nathalys. Battue par le Racing Club de Brazzaville au stade Alphonse-Massamba-Débat, l'As Cheminots a régressé à la 7e place avec 13 points. Rodelain Inga a donné la victoire au RCB à la 69e minute.

Le FC Kondzo occupe le 8e rang avec 10 points après son nul 0-0 face à l'Interclub. Cette formation d'Interclub compte 9 points avec la JST, le RCB et Patronage.

James Golden Eloué

CAN U 17

La CAF annule officiellement la compétition

La 14e édition de la Coupe d'Afrique des nations des moins de 17 ans (CAN U17), qui devait se jouer au Maroc du 13 au 31 mars, a été officiellement annulée à cinq jours du lancement de la compétition en raison de la pandémie de Covid-19, a annoncé la Confédération africaine de football (CAF), après une réunion du comité d'urgence de l'instance.

La décision de l'annulation fait suite à la mesure récemment prise par les autorités marocaines qui ont fermé leur espace aérien jusqu'au 21 mars inclus pour cause de Covid-19 avec une vingtaine de pays dont certains faisaient partie des qualifiés, comme l'Algérie qui se retrouvait ainsi dans l'incapacité de rejoindre le Royaume chérifien avant le coup d'envoi du tournoi.

« Le comité d'urgence de la

sort que la pandémie de coronavirus continue de présenter d'importants défis pour l'organisation d'événements sportifs internationaux », explique le communiqué de la CAF.

Cette décision tardive du Maroc à moins d'une semaine du début de la compétition rappelle celle de 2015 où ce pays avait refusé d'accueillir la CAN sénior en raison de l'épidémie d'Ebola.

Un report ou une délocalisation de

pact sur le programme des compétitions mondiales.

Les douze qualifiés (Maroc, Algérie, Cameroun, Congo, Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire, Nigeria, Zambie, Afrique du Sud, Ouganda, Tanzanie) sont maintenant privés du tournoi pour lequel ils avaient gagné leur place récemment et qui devrait leur permettre de relancer les jeunes joueurs au niveau continental.

Ces équipes qualifiées ont été logées dans trois poules de quatre. Les Diables rouges du Congo se trouvaient dans le groupe B avec pour adversaires le Nigeria, la Tanzanie et l'Algérie. Le Maroc, hôte de la compétition avec l'Ouganda, la Zambie et la Côte d'Ivoire formaient le groupe A. Le groupe C devrait mettre aux prises le Cameroun, le Sénégal, le Mali et l'Afrique du Sud. Les deux premiers de chaque groupe plus les deux meilleurs troisièmes disputeront les quarts de finale de la compétition.

Notons que la dernière fois que le Congo a disputé la phase finale de la CAN de la catégorie remonte à 2013 au Maroc. Qualifiés sur le terrain pour la phase finale de la CAN 2017, les Diables rouges ont été ensuite disqualifiés, après les réserves portées par la Tanzanie sur l'un des joueurs congolais.

Rude Ngoma

« Le comité d'urgence de la CAF s'est réuni le 8 mars 2021 à Rabat, au Maroc, pour statuer sur la tenue de la Coupe d'Afrique des Nations U17 Total 2021. Il a pris connaissance des contraintes auxquelles sont confrontées certaines des associations membres participantes ainsi que le pays hôte. Il en ressort que la pandémie de coronavirus continue de présenter d'importants défis pour l'organisation d'événements sportifs internationaux »,

CAF s'est réuni le 8 mars 2021 à Rabat, au Maroc, pour statuer sur la tenue de la Coupe d'Afrique des Nations U17 Total 2021. Il a pris connaissance des contraintes auxquelles sont confrontées certaines des associations membres participantes ainsi que le pays hôte. Il en res-

la compétition dans un autre pays avaient été envisagés, mais ces alternatives n'ont finalement pas été sélectionnées. Pour rappel, la Fédération internationale de football et association (Fifa) avait, elle aussi, annulé la Coupe du monde U17 2021. Ainsi, l'annulation de la CAN U17 n'aura donc pas d'im-